

Un adieu au siècle

Un survol du livre d'Eric J. Hobsbawm

L'Âge des Extrêmes – Le Court XX^e siècle ¹

NGUYỄN QUANG

Quand la violence eut renouvelé le lit des hommes sur la terre,
Un très vieil arbre, à sec de feuilles, reprit le fil de ses maximes...
Et un autre arbre de haut rang montait déjà des grandes Indes souterraines
Avec sa feuille magnétique et son chargement de fruits nouveaux.

SAINT-JOHN PERSE, *Vents*.

Nouvelle année, nouveau siècle, nouveau millénaire : 01/01/01, nous ne reverrons plus cela de notre vivant. Alors pourquoi ce tournant historique s'est-il passé dans l'atonie et l'apathie générales ? On attendait une rétrospective, une mise en perspective, des réflexions historiques. On eut droit à trois fois rien du tout. Peut-être est-ce un symptôme de la médiocrité de cette fin de siècle, où les penseurs, les savants, les érudits semblent avoir cédé la place aux gourous, aux bonimenteurs, aux saltimbanques. Et pourtant... pourtant n'importe quel journaliste digne de ce nom aurait pu sans grand effort organiser une séance de discussion-débat sur l'histoire du siècle qui vient de s'achever. Sans grand effort, parce qu'il aurait pu s'appuyer sur deux sommes, deux ouvrages de synthèse récemment parus : *Le Passé d'une Illusion* de François Furet (1995) et *L'Âge des Extrêmes* de E. J. Hobsbawm (1994 ; pour la traduction française, 1999). Mais qu'on y prenne garde : bien que concomitants, les deux ouvrages précités ne sont pas de même nature. Le premier est idéologique et politique, et propose un long abrégé... d'une histoire qu'il se défend officiellement d'écrire, n'ayant pour objet que celle d'une idée ou d'une illusion (le communisme). Alors que le second est vraiment une histoire d'ensemble du XX^e siècle, mobilisant tous les domaines afférents à la discipline historique (économie, sociologie, philosophie...). Pourquoi alors rapprocher les deux livres ? À cause d'une polémique franco-française qu'on peut résumer en quelques mots : Hobsbawm est un homme de gauche, un "marxiste distancé" mais impénitent, et sa lecture du XX^e siècle ne correspond pas à la grille "restaurée" qui s'est imposée en France depuis la chute du communisme (et même plus tôt, depuis le bicentenaire de la Révolution française, mais on ne s'en était pas aperçu) ; d'où l'ostracisme dont il a été victime et ses difficultés à trouver un éditeur en langue française². Cette polémique une fois évacuée, nous proposons au lecteur de dire « adieu au siècle » en reprenant le cours de son histoire selon la vision d'Hobsbawm.

¹ Éditions Complexe – Le Monde Diplomatique (1999), 810 pages.

² L'éditeur français habituel de Hobsbawm a même avancé des arguments de non-rentabilité !

Première partie

La naissance du siècle et Octobre

La naissance du siècle

D'abord, le titre *L'Âge des Extrêmes* s'explique de lui-même. Extrême, ce siècle l'aura été dans tous les domaines, dans la création et dans la destruction, dans l'élévation de la pensée et la régression de la morale, dans les progrès de la connaissance et la progression de l'ignorance, dans la production des biens et dans l'inégalité de leur répartition... Même sans avoir d'idée d'aucune sorte sur quelque philosophie de l'histoire que ce soit (et c'est le cas de la plupart des jeunes d'aujourd'hui, regrette Hobsbawm, qui « *grandissent dans une sorte de présent permanent, sans aucun lien organique avec le passé public des temps dans lesquels ils vivent* » (p. 21)), on ne peut pas ne pas être frappé rétrospectivement par le hiatus de plus en plus béant entre ces extrêmes, au fur et à mesure que le siècle s'avance. Et pourquoi rétrospectivement d'ailleurs ? Le XXI^e siècle semble continuer sur cette lancée puisque, pour parler crûment, la moitié de l'humanité ne serait que trop heureuse, pour subsister, de fouiller dans les poubelles de l'autre moitié. Mais arrêtons là nos imprécations...³

Le sous-titre, *Histoire du Court XX^e siècle (1914-1991)*, mérite une explication. Il fait pendant à une *Histoire du Long XIX^e siècle* (siècle dont Hobsbawm est un spécialiste reconnu) en trois parties : *L'Ère des Révolutions (1789-1848)*, *L'Ère du Capital (1848-1875)*, *L'Ère des Empires (1875-1914)*. Shakespeare a comparé l'Histoire à une pièce pleine de bruit et de fureur, écrite par un fou et bégayée par un idiot. Or si le XX^e siècle n'a certainement pas manqué de bruit et de fureur, un historien marxiste ne peut pas adhérer à la seconde partie de la proposition shakespearienne. Il doit rechercher la cohérence interne de chaque période historique, et si l'on admet cette cohérence, on doit aussi admettre que ladite période n'a aucune raison de débiter en l'an 01 de tel ou tel siècle d'un calendrier arbitraire. Les dates choisies par Hobsbawm parlent d'elles-mêmes : pour lui, le XIX^e siècle commence avec la Révolution française, qui balaie en Europe les vieilles monarchies et met en pratique les idées des Lumières ; il se termine au faîte de l'ère des Empires, quand ceux-ci vont se heurter (et se défaire) pendant la Première Guerre mondiale. Le Court XX^e siècle s'ouvre en 1914 et se clôt en 1991, date — faut-il le rappeler ? — de la chute du régime soviétique.

À vol d'oiseau, il apparaît comme « *une sorte de triptyque : à une ère de catastrophes, de 1914 aux suites de la Seconde Guerre mondiale, succèdent quelque 25 ou 30 années de croissance économique et de transformation sociale extraordinaires (...), une sorte d'Âge d'or, et c'est bien ainsi qu'on l'a perçu presque au moment où il touchait à sa fin, au début des années 70. La dernière partie du siècle a été une nouvelle ère d'incertitude et de crise et, pour une bonne partie du monde, telle que l'Afrique, l'URSS et l'Europe socialiste, de catastrophe* » (p. 25). L'idée centrale, c'est donc que le Court XX^e siècle est né de la Première Guerre mondiale. Cette thèse n'est pas nouvelle, mais elle est ici fortement étayée : c'est le creuset de 14-18 qui a forgé ce siècle de fer. Le regard rétrospectif de l'historien permet de donner une certaine cohérence à une "longue vague" de 31 ans, une "Ère des Catastrophes" pour la civilisation occidentale (et donc mondiale), une Grande Crise économique encadrée par deux guerres mondiales dont l'une est en fait la fille de l'autre. Et si l'on considère que le conflit de 14-18 a accouché de la

³ Imprécations suscitées par cette information anecdotique : pour gagner ce que la publicité rapporte en un an à un basketteur (Michael Jordan en l'occurrence) un ouvrier indonésien (le "sponsor", Nike, a implanté des usines en Indonésie) devrait travailler 2 500 ans, c'est-à-dire plus que la durée totale de l'ère chrétienne, ou 50 réincarnations, si l'on est bouddhiste.

Révolution bolchevique, et celui de 39-45 d'un ordre planétaire dicté par les vainqueurs et qui ne s'est effondré qu'en 1991, on peut en effet parler d'une guerre de 31 ans comme de la matrice du siècle le plus meurtrier de l'histoire.

Même ceux qui n'adhèrent pas à cette thèse sont bien forcés de reconnaître que 1914 marque la rupture entre les deux siècles. À la fin du Long XIX^e siècle, la civilisation occidentale était hégémonique, ou plutôt une certaine forme de civilisation que Hobsbawm décrit ainsi : « *Capitaliste dans son économie ; libérale dans son appareil légal et constitutionnel ; bourgeoise dans l'image de sa classe hégémonique ; fière des avancées de la science, du savoir et de l'éducation, mais aussi du progrès matériel et moral ; et profondément convaincue de la place centrale de l'Europe, mère des révolutions, des sciences, des arts et de l'industrie (...) et dont les principaux États définissaient le système politique mondial* » (p. 25). Or la secousse tellurique de 1914 allait inaugurer pour cette société une ère chaotique de 30 ans où elle allait « *trébucher d'une calamité à l'autre* », au point qu'à certains moments « *même des conservateurs intelligents ne pariaient pas sur sa survie* ». On comprend l'angoisse prémonitoire d'Edward Grey, secrétaire aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, quand il s'exclama, à l'entrée de son pays dans la guerre : « *Les lumières s'éteignent sur l'Europe entière. Nous ne les reverrons pas se rallumer de notre vivant* ». De cette accélération brutale de l'histoire, Hobsbawm donne un raccourci saisissant : « *Toute l'histoire de l'impérialisme moderne, si ferme et si dominateur à la mort de la reine Victoria, n'aura guère duré plus que le temps d'une vie : celle de Winston Churchill (1874-1965), par exemple* » (p. 26).

Du point de vue des contemporains (de ceux qui ont eu la malchance d'"y passer" deux fois), les deux guerres mondiales peuvent paraître dissemblables. Celle de 1914 fut une guerre impérialiste au sens littéral, c'est-à-dire une guerre entre des empires. Celle de 1939 (et toutes les "petites" guerres qui devaient s'ensuivre) allait être une guerre d'idéologie, la forme moderne des guerres de religion. Cependant, avec le recul historique, il s'agit bel et bien d'un même conflit, principalement parce que les vainqueurs de 1918 (victoire pourtant totale) ne réussirent pas à imposer un nouvel ordre international stable. Et ils échouèrent à cause de leur volonté d'écarter du jeu, politique et économique, deux puissances mondiales : l'Allemagne, victime d'une "paix-sanction" et l'Union soviétique, victime d'un "cordon sanitaire". Le refoulement total de l'Allemagne et la mise au ban de l'Union soviétique allaient conduire ces deux États, pourtant ennemis idéologiquement (voir plus loin), à se rapprocher politiquement. Et quand la crise économique du début des années trente porta au pouvoir, en Allemagne et au Japon, « *les forces politiques du militarisme et de l'extrême-droite, bien décidées à briser le statu quo (...), une nouvelle guerre mondiale n'était pas seulement prévisible, elle était assez généralement prévue* » (p. 60).

Il est impossible de comprendre la *violence* du XX^e siècle si l'on oublie que c'est 1914 qui a inauguré « l'ère des massacres ». La rupture a été telle, souligne Hobsbawm, que pour la génération adulte de 1914, « *la paix signifiait avant 14 ; après, vint quelque chose qui ne méritait plus de nom* » (p. 45). Or si 1914-1918 anéantit une génération entière (10 millions de morts et invalides, 4 à 5 millions de réfugiés), que dire de 1939-45, qui fit 54 millions de morts et invalides, et 40 millions de réfugiés ? Le Court XX^e siècle est bien celui des "méga-morts" : une estimation récente (Brzezinski, 1993) avance le chiffre de 187 millions d'êtres humains que leurs semblables ont tués ou laissés mourir délibérément. Même si ce genre de comptabilité macabre peut prêter à discussion, ce qui n'est pas discutable, c'est la *régression morale* que l'ère des massacres a entraînée et dont elle s'est nourrie. Dire que « *le XIX^e siècle fut une période de progrès matériel, intellectuel et moral ininterrompu, c'est-à-dire de progression des valeurs de la civilisation* » (p. 33) fera certainement ricaner plus d'un "révolutionnaire". Pourtant Hobsbawm nous rappelle que même un révolutionnaire patenté comme Engels fut horrifié par le premier attentat commis par les Républicains irlandais à Westminster Hall, car il estimait, en homme du XIX^e siècle, qu'on ne devait pas faire la guerre aux non-combattants. Or depuis 1914, « *les conflits à caractère total ont viré en "guerres populaires", au sens où les civils et la vie civile sont devenus les cibles toutes désignées, et parfois essentielles, de la stratégie* » (p. 79).

Autre exemple : à l'aube du XX^e siècle la torture avait été officiellement supprimée à travers l'Europe occidentale ; or depuis 1945 et les exactions nazies, et surtout depuis les guerres de décolonisation (Viet Nam, Algérie) nous nous sommes de nouveau "habitués" à la voir utilisée par au moins un tiers des États membres des Nations unies⁴ (Peters, 1995). Ainsi, écrit Hobsbawm, le XX^e siècle s'est-il accoutumé aux massacres de masse, aux déplacements de populations, à des tragédies si peu familières qu'il a fallu forger des mots nouveaux pour les désigner : "apatrides", ou "génocides", ou encore "camps de la mort", ou "goulag". Jugeant au nom des valeurs morales, l'historien prononce un verdict particulièrement sombre : « *Puisque ce siècle nous a enseigné, et continue à nous enseigner, que des êtres humains peuvent apprendre à vivre dans les conditions les plus abrutissantes et théoriquement insupportables, il n'est pas facile [pour les nouvelles générations] de saisir l'ampleur du retour, qui va malheureusement en s'accéléralant, à ce que nos ancêtres du XIX^e siècle eussent appelé les normes de la barbarie (...). La catastrophe humaine provoquée par [la Guerre de 31 ans] est très certainement la plus grande de l'Histoire. Que l'humanité ait appris à vivre dans un monde où massacres, tortures et exil de masse sont devenus des expériences quotidiennes que nous ne remarquons plus, n'est pas l'aspect le moins tragique de cette catastrophe* » (p. 82).

La grande ombre d'Octobre

La guerre de 1914, on l'a dit, fut une guerre impérialiste. En 1918, la moitié de ces empires — ceux des vaincus — avait cessé d'exister, et dans l'autre moitié, avaient été semés les germes qui n'allaient pas tarder à la détruire. « *Que le vieux monde fût condamné paraissait évident. La vieille société, la vieille économie, les anciens systèmes politiques avaient "perdu le mandat du ciel", comme disent les Chinois (...). Il semblait que les peuples n'attendaient qu'un signal pour se lever et transformer les absurdes souffrances de la guerre en quelque chose qui apparaîtrait comme les douleurs de l'enfantement et les convulsions sanglantes d'un nouveau monde en gésine. La révolution russe ou, plus précisément, la révolution bolchevique d'Octobre 1917 devait donner ce signal au monde. Dans l'histoire de ce siècle, elle est donc devenue un événement aussi central que la révolution de 1789 dans celle du XIX^e siècle. De fait, ce n'est pas un hasard si l'histoire du Court XX^e siècle coïncide pratiquement avec la durée de l'État né de la révolution d'Octobre* » (p. 86).

Il n'est pas question de refaire ici l'historique de la Révolution d'Octobre, mais seulement d'expliquer en quoi elle constitue le pivot du siècle, l'événement central auquel se réfèrent à la fois ses partisans et ses adversaires. En 1914, "l'idée socialiste" était déjà familière, et dans la plupart des pays européens, l'expansion des classes ouvrières et la progression des partis socialistes semblaient même promettre une alternative au capitalisme. Vrai, les "dix jours" d'Octobre « ébranlèrent le monde » (Reed, 1919), une véritable secousse sismique dont les répliques n'allaient s'éteindre qu'à la fin du siècle, avec l'effondrement d'un autre empire. « *La révolution bolchevique a engendré le mouvement révolutionnaire organisé de loin le plus formidable de l'histoire moderne* » (p. 87). Son expansion mondiale a été sans parallèle depuis les conquêtes de l'Islam au premier siècle de son histoire. À peine 30 ou 40 ans après l'arrivée de Lénine à la gare de Finlande, à Pétrograd, un bon tiers de l'humanité, dans l'espace européen mais aussi dans d'immenses espaces asiatiques, vivait sous des régimes "marxistes-léninistes". Mieux encore, le modèle soviétique proposait un système alternatif complet (économique, social, politique, organisationnel), présenté comme supérieur au capitalisme libéral et appelé par l'histoire à en triompher. Selon l'expression de Hobsbawm, la fin du Court XX^e siècle devait vivre « *dans l'ombre gigantesque d'Octobre* », dans un environnement soumis à l'affrontement (réel ou non, voir plus loin) entre les forces de l'ordre ancien et celles de la révolution sociale.

⁴ La Cour suprême de l'État d'Israël a récemment légalisé l'usage de la torture contre les terroristes.

Tout le monde connaît les grandes lignes de l'histoire de l'Union soviétique, mais il n'est pas inutile d'en rappeler les principales étapes telles que les voit Hobsbawm :

- **la prise du pouvoir** : en 1917, les tensions de la guerre totale sur les États et sur les peuples avaient poussé les uns et les autres à leurs limites et à leur point de rupture. Le maillon le plus faible était la Russie tsariste, déjà mise à genoux par la révolution de 1905-1906. « *Rien ne sembla moins surprenant et inattendu que la révolution de mars 1917⁵, qui renversa la monarchie russe et fut saluée par toute l'opinion publique occidentale, sauf par les réactionnaires traditionalistes les plus indéfectibles* » (p. 88). Plus inattendu était l'état de décomposition total de l'ancien régime. Hobsbawm souligne que « *la Russie était à ce point mûre pour la révolution sociale que les masses de Péetrograd assimilèrent aussitôt la chute du tsar à la proclamation de la liberté universelle, de l'égalité et de la démocratie directe (...). Ainsi plutôt qu'une Russie libérale et constitutionnelle tournée vers l'Occident, émergea une situation révolutionnaire : un "gouvernement provisoire" impuissant d'un côté, et de l'autre, une multitude de "soviets" surgissant spontanément à la base* » (p. 93). Après quelques mois d'impuissance et de confusion, « *lorsque sonna l'heure [pour les bolcheviks], le pouvoir n'était plus tant à prendre qu'à ramasser. On a dit qu'il y avait eu plus de blessés lors du tournage du grand film d'Eisenstein, Octobre, qu'au cours de la prise du Palais d'Hiver, le 7 novembre 1917. Sans personne pour le défendre, le gouvernement provisoire se dissipa* » (p. 94) ;

- **la survie de la Révolution** : Hobsbawm ne cache pas son admiration pour Lénine, l'homme d'action et le génie politique⁶ qui « *réussit à transformer un soulèvement populaire et incontrôlable en un pouvoir bolchevique* » (p. 92). Pour donner une idée de la situation, rappelons que le même Lénine, au début de 1917, depuis son exil suisse, se demandait encore si la révolution se produirait de son vivant. Peu importe au fond de savoir si Octobre fut un putsch ou une révolution. Ce qui compte, c'est qu'ayant pris le pouvoir, les bolcheviks réussirent à le conserver malgré une extraordinaire coalition d'ennemis et d'événements contraires : la paix-sanction imposée par les Allemands à Brest-Litovsk, le démembrement de l'Empire russe, les interventions des Occidentaux, la guerre civile entre "rouges" et "blancs"... À la fin de 1920, les bolcheviks avaient définitivement gagné. Grâce à trois atouts principaux :

- en premier lieu, « *un parti communiste centralisé et discipliné fort de 600 000 membres, un instrument d'une puissance incomparable, presque un embryon d'État* » (p. 97). Presque tous les régimes révolutionnaires du Court XX^e siècle devaient adopter ce modèle d'organisation, sous une forme ou une autre.
- en second lieu, la volonté des bolcheviks d'assurer la cohésion de la Russie en tant qu'État, « *ce qui leur valait des soutiens considérables parmi les patriotes russes, par ailleurs politiquement hostiles, comme les officiers, sans lesquels jamais l'Armée rouge n'aurait pu être mise sur pied. Pour ceux-ci, comme pour l'historien après coup, le choix, en 1917-18, n'était pas entre une Russie libérale et démocratique et une Russie non libérale, mais entre la Russie et la désintégration* » (p. 97).
- en troisième lieu, la réforme agraire, qui fit qu'à l'heure critique, le gros des paysans grand-russes — « *le noyau dur de l'État comme de sa nouvelle armée* » — choisit le camp des bolcheviks (ils devaient déchanter par la suite).

- **le « socialisme dans un seul pays »** : la Révolution avait gagné, mais en même temps, elle avait perdu. Ce qu'il faut comprendre, c'est que, « *de manière plus complète et plus inflexible encore que la Révolution française à l'époque jacobine, la Révolution d'Octobre se percevait elle-même comme un événement moins national qu'œcuménique. Son but n'était pas d'apporter la liberté et le socialisme à la Russie, mais de promouvoir la révolution prolétarienne mondiale* » (p. 88). Or, de l'avis général, y compris celui des marxistes, les conditions d'une révolution socialiste en Russie n'étaient pas réunies. Pire, elles ne l'étaient pas davantage pour

⁵ La « Journée des Femmes » du 8 mars 1917 dégénéra en émeute pour réclamer du pain. Après quatre jours de chaos, la fraternisation des Cosaques avec la foule obligea le tsar à abdiquer.

⁶ Hobsbawm aurait peut-être nuancé son jugement s'il avait eu accès aux archives soviétiques, qui révèlent un Lénine parfois mesquin et rancunier, toujours méprisant des libertés politiques et privées, et surtout de la vie des individus. Voir par exemple l'étude de N. Werth dans *Le Livre Noir du Communisme* (ouvrage collectif dirigé par S. Courtois).

une révolution bourgeoise libérale. Pour les bolcheviks, qui avaient pris le pouvoir parce qu'il était à ramasser, la révolution n'avait donc de sens que si elle devenait *mondiale*. À la fin de 1917, un tel espoir n'avait rien d'utopique, tant la guerre totale avait amené les belligérants au bord de la rupture. « Völker, hört die Signale » (peuples, entendez les signaux), proclamait le premier vers du refrain de l'Internationale en allemand. Dans les deux années qui suivirent Octobre, une vague révolutionnaire balaya la planète : en Espagne, en Chine, au Mexique, dans des pays européens disloqués par la guerre... Mais l'échec de la révolution en Allemagne devait sonner le glas des espérances bolcheviques. En 1920, « *alors que la situation européenne était loin d'être stabilisée, il était clair que la révolution bolchevique n'était pas à l'ordre du jour à l'Ouest, même si, en Russie, le pouvoir léniniste était désormais consolidé* » (p. 103). Malgré les changements de discours du Komintern dans un sens ou dans l'autre, « *les intérêts étatiques de l'Union soviétique finirent par l'emporter sur les intérêts révolutionnaires mondiaux de l'Internationale communiste, que Staline transforma en simple instrument de politique intérieure sous le contrôle strict du PC soviétique (...). La révolution mondiale appartenait à la rhétorique du passé et, en réalité, il n'était de révolution tolérable que a) si elle n'entraînait pas en conflit avec les intérêts de l'État soviétique et b) si les Soviétiques pouvaient la contrôler directement* » (p. 106) ;

- **le front anti-fasciste** : dans les années vingt, donc, « *un seul pays, immense et arriéré, désormais dirigé par les communistes, [s'engagea] dans la construction d'une société qui remplacerait le capitalisme* » (p. 105). Dans tous les groupes sociaux-révolutionnaires du monde entier, cependant, l'éclat d'Octobre continuait à briller. « *Ainsi, pour la génération d'après-1917, le bolchevisme absorba toutes les autres traditions sociales-révolutionnaires ou les rejeta en marge des mouvements radicaux* » (p. 109). La Grande Crise de 1929, qui épargna l'Union soviétique du fait de son isolement, contribua à rehausser encore le prestige du modèle bolchevique, en accréditant l'idée de la supériorité de l'économie planifiée. Bref, dans le marasme des années trente, aucune doctrine mieux que la marxiste-léniniste n'offrait à la fois d'interpréter le monde et de le changer. C'est à cette époque, en gros entre 1930 et 1940, que Hobsbawm situe une charnière de l'histoire du Court XX^e siècle, un moment de paradoxe historique où les deux systèmes ennemis, le capitaliste et le communiste, surmontèrent leur antagonisme — si l'on excepte la parenthèse du pacte germano-soviétique⁷ — pour conjurer le péril fasciste. On peut même dire que « *le résultat le plus durable de la révolution d'Octobre, dont l'objet était le renversement mondial du capitalisme, fut de sauver son adversaire* » (p. 27) ;

- **la guerre froide** : la Seconde Guerre mondiale était à peine terminée que l'humanité plongea dans ce qu'on peut raisonnablement présenter comme une Troisième Guerre mondiale, quoique d'un type bien particulier. La guerre froide, comme on l'a appelée, a totalement dominé la scène internationale dans la deuxième moitié du Court XX^e siècle. À première vue, la confrontation semblait inévitable, entre d'un côté le camp soviétique, qui avait étendu son emprise sur toute la moitié orientale du continent européen, de l'autre le camp occidental, sous la bannière d'un pays dont les deux guerres avaient fait la première puissance économique et militaire mondiale : les États-Unis d'Amérique. Mais la réalité est plus nuancée. Certes, l'Europe n'était plus qu'un champ de ruines, matériellement mais aussi humainement⁸, et la plupart des observateurs s'attendaient à une grave crise économique, même en Amérique, par analogie avec ce qui s'était passé après la Première Guerre. L'avenir du capitalisme mondial et de la société libérale ne semblait donc pas du tout assuré. Mais en face, l'Union soviétique également était sortie exsangue du conflit : elle avait payé le plus lourd tribut humain, son économie de paix était en lambeaux, et elle avait commencé à démobiliser dès 1946. Aucun des deux camps ne pouvait ni ne voulait intervenir dans la sphère de domination directe de l'autre (Budapest 1956 et Prague

⁷ Un pacte qui ouvrit les yeux de pas mal d'intellectuels sur la réalité du régime stalinien. Voir par exemple le récit autobiographique d'Arthur Koestler *Un testament espagnol*.

⁸ Après les horreurs de la guerre, beaucoup d'intellectuels croyaient à la fin de la civilisation occidentale. C'est, par exemple, le sens du titre du célèbre roman de Virgil Georghiu, *La 25^e heure*. Le grand écrivain Primo Levi (qui devait par la suite se suicider) déclarait : « *Ceux qui ont touché le fond, et qui ont vu le visage de la Gorgone, n'en sont pas revenus, ou sont revenus sans paroles* ».

1968 l'ont bien montré). Dans les sphères dont les deux camps se disputaient l'influence, il y eut trois confrontations, mais indirectes : Corée, Viet Nam, Afghanistan. Pour le reste, en dépit d'une propagande hystérique, la guerre froide fut plutôt une paix froide, par une entente tacite due à « l'équilibre de la terreur » (l'URSS s'était dotée de l'arme atomique dès 1949) — un équilibre qui usa les nerfs de plusieurs générations⁹. Puisqu'il faut résumer, disons que les 40 ans de guerre froide peuvent se diviser en quatre phases : la période la plus explosive, de l'exposé officiel de la doctrine de "containment" (Truman, 1947) à la fin de la guerre de Corée (1953) ; une période de luttes d'influence dans les pays du Tiers Monde (Indochine, Égypte, Cuba...) ; la "détente" inaugurée par Khrouchtchev au début des années soixante ; une nouvelle période de confrontations au début des années 70 (fin de la guerre du Viet Nam, début de la guerre d'Afghanistan...).

La guerre froide aurait dû prendre fin lorsque l'une des deux superpuissances (l'URSS) ne put plus suivre la course aux armements, mais elle ne prit vraiment fin que lorsque chacune des deux admit que l'autre désirait sincèrement une "coexistence pacifique". Par une ironie de l'Histoire, cela se passa à Reykjavik (1986) et à Washington (1987), entre un jeune Secrétaire général soviétique, Mikhaïl S. Gorbatchev, réformateur passionné mais (on devait l'apprendre par la suite) déjà impuissant, et un vieux président américain, Ronald Reagan, "cow-boy" sur le retour qui avait bâti toute sa carrière politique sur la croisade contre l'"Empire du mal" ;

- ***L'implosion*** : la fin de la guerre froide a-t-elle entraîné la fin du système soviétique ? Historiquement séparés (1987-1991), les deux phénomènes sont indubitablement liés. On a suffisamment glosé, y compris dans ces colonnes, sur les causes politiques et sociales de l'effondrement du "socialisme réel". Pour les causes proprement économiques, laissons parler Hobsbawm (pp. 333-334) :

« Le socialisme soviétique avait prétendu être une solution de rechange globale au capitalisme mondial. Comme le capitalisme ne s'était pas effondré et ne donnait pas l'impression de devoir s'effondrer (...), les perspectives du socialisme dépendaient de sa capacité à rivaliser avec l'économie capitaliste mondiale (...). [Or] après 1960, il apparut clairement que le socialisme prenait de plus en plus de retard. Il n'était plus compétitif. Dès lors que cette compétition prenait la forme d'un affrontement entre deux superpuissances politiques, militaires et idéologiques, l'infériorité devint ruineuse.

Les deux superpuissances mirent leur économie à rude épreuve et les faussèrent par une course aux armements massive et immensément coûteuse, mais le système capitaliste mondial put absorber la dette de 3 000 milliards de dollars dans laquelle les années quatre-vingts plongèrent les États-Unis, jusque-là premier État crédeur du monde. Il ne se trouva personne, à l'intérieur ni à l'extérieur, pour alléger la tension équivalente sur les dépenses soviétiques qui, en tout état de cause, représentaient une proportion plus élevée du PIB [peut-être 25 % contre 7 %]. Sous l'effet d'un mélange de chance historique et de politique, les États-Unis avaient vu le Japon et la Communauté européenne se transformer, au point que leurs économies pesaient, à la fin des années 70, 60 % de plus que la leur. En revanche, les pays alliés et dépendants des Soviétiques ne marchèrent jamais tout seuls (...). Pour ce qui est de la technologie, où la supériorité occidentale s'accrut de façon presque exponentielle, il n'y avait pas de contestation possible. Bref, dès le départ, la guerre froide fut un combat inégal.

Mais ce n'est pas l'affrontement avec le capitalisme et sa superpuissance qui a miné le socialisme. C'est plutôt la combinaison des défauts de plus en plus criants et paralysants de l'économie socialiste et de l'invasion accélérée de celle-ci par une économie mondiale beaucoup plus dynamique, avancée et dominante (...). [La guerre froide,] à défaut du suicide mutuel de la guerre nucléaire, garantissait la survie du concurrent le plus faible. Car, barricadée derrière son rideau de fer, même l'économie planifiée, inefficace et léthargique, était viable : peut-être mollissait-elle lentement, mais elle n'était aucunement promise à s'effondrer à bref délai. C'est l'interaction de l'économie de type soviétique avec l'économie mondiale capitaliste à compter des années soixante qui rendit le socialisme vulnérable (...).

⁹ On se souvient de Bob Dylan chantant « *It's a hard rain that's gonna fall* », parce qu'il croyait que la crise des missiles de Cuba allait déclencher l'Apocalypse.

Tout le paradoxe de la guerre froide est là : ce n'est pas l'affrontement mais la détente qui eut raison de l'URSS et finit par provoquer son naufrage. »

Deuxième partie

La Grande Crise et le fascisme

C'est le cataclysme de 1914, on l'a dit, qui a accouché du XX^e siècle. La courte histoire de l'entre-deux-guerres le confirme, dont l'événement majeur, la Grande Crise de 29 — et son enfant naturel, le fascisme — marque véritablement la rupture avec le monde libéral (au sens politico-économique) du XIX^e siècle.

La Grande Crise

Avec le recul, l'entre-deux-guerres nous apparaît sous son vrai jour : une mi-temps entre deux guerres. Les contemporains de 1914-1918, habitués aux conflits du XIX^e siècle, pensaient peut-être autrement, ils pouvaient espérer que, les décombres de la guerre une fois déblayés, l'Histoire reprendrait son cours "normal", un peu comme la vie reprend après un tremblement de terre ou un typhon. Hobsbawm note avec ironie (p. 24) que les historiens sont inférieurs aux turfistes en ce sens qu'ils ne peuvent pas prévoir le résultat des courses, ils peuvent seulement l'analyser une fois que le tiercé est connu (en quoi on peut leur adjoindre les économistes). Or nous, observateurs du XXI^e siècle, nous connaissons le tiercé : crise économique, fascisme, guerre...

Il y a autant d'"explications" de la Grande Crise de 1929 que de doctrines économiques. « *Le fonctionnement d'une économie capitaliste n'est jamais sans à-coups, et les fluctuations de durée variable, souvent très fortes, font partie intégrante de cette manière [c'est-à-dire la manière capitaliste] de gérer les affaires du monde. La succession d'expansions et de récessions, ou "cycles économiques"*¹⁰, *était bien connue des hommes d'affaires et des économistes du XIX^e siècle. [Ceux-ci] les acceptaient un peu comme les paysans acceptaient les caprices du temps, qui avait ses hauts et ses bas* » (p. 126), mais ils ne pensaient aucunement que ces fluctuations pussent mettre en danger le système en tant que tel. Seuls les économistes marxistes soutenaient le contraire, car pour eux, ces cycles étaient les manifestations visibles du processus par lequel le capitalisme engendrait des contradictions qui finiraient par le détruire. Or ils ne furent pas loin de voir leurs prédictions se réaliser en 1929, « *le plus grand séisme mondial jamais mesuré sur l'échelle de Richter des historiens de l'économie. [Non seulement] l'économie capitaliste parut s'écrouler, [mais] nul ne savait comment elle pourrait se rétablir* » (p. 125).

Il est difficile pour notre génération de se rendre compte de « *l'universalité et la profondeur extraordinaires de la crise qui commença, comme même les non-historiens le savent, par le krach de la Bourse de New York, le 29 octobre 1929. On fut alors tout près d'un effondrement de l'économie capitaliste mondiale, qui semblait désormais prisonnière d'un cercle vicieux, où chaque dégringolade des indices économiques (...) renforçait le déclin de tous les autres* » (p. 130). Pour donner une idée de la gravité de la récession nord-américaine, disons qu'entre 1929 et 1931, la production industrielle baissa d'un tiers ; que la production automobile diminua de moitié ; que Westinghouse, le géant de l'électricité, perdit les deux tiers de son chiffre d'affaires...

¹⁰ Les « cycles de Kondratiev », tels qu'on les appelle dans la littérature spécialisée, du nom de l'économiste russe qui le premier, en donna une évidence statistique dans les années vingt (et qui fut par la suite une des premières victimes de Staline).

Cette récession ne pouvait pas ne pas se “mondialiser”, ne serait-ce que par un effet purement mécanique : dans les années vingt, grâce à la guerre, les États-Unis étaient devenus, et de loin, la première puissance économique et financière de la planète. Par exemple, ils assuraient à eux seuls plus de 42 % de la production mondiale totale, contre un peu moins de 28 % pour les trois grandes puissances européennes (« *des chiffres réellement stupéfiants* », souligne Hobsbawm (p. 138)). Le second centre industriel touché fut l’Allemagne, peut-être à cause de sa vulnérabilité financière (en 1928, ce pays avait absorbé à lui seul près de la moitié des exportations mondiales de capitaux, entre 20 000 et 30 000 milliards de marks empruntés, pour la moitié à court terme). À partir de là la crise devint mondiale. Elle toucha aussi la production primaire, denrées alimentaires et matières premières, dont certains prix baissèrent des deux tiers ou des trois quarts, frappant lourdement les pays de mono-production (on se souvient encore des surplus de café brésilien brûlant dans les chaudières des locomotives).

Même pour nous qui avons connu le marasme et le chômage endémiques des années quatre-vingts, il est difficile de nous représenter le traumatisme de 1929 pour « *tous ceux qui, par définition, n’avaient ni accès ni contrôle sur les moyens de production [à la différence des paysans par exemple], c’est-à-dire la population salariée [pour qui] la crise eut pour première conséquence un chômage d’une ampleur inimaginable, sans précédent, et plus durable qu’on ne l’avait jamais prévu [entre 25 % et 30 % de la main-d’œuvre occidentale dans la pire période, et jusqu’à 44 % en Allemagne]. La situation était d’autant plus dramatique que la protection sociale, dont l’aide aux chômeurs, était soit inexistante, comme aux États-Unis, soit extrêmement maigre au regard des normes de la fin du XX^e siècle, surtout pour les chômeurs de longue durée* » (p. 133). Autant que le café brûlant dans les locomotives, l’image symbolique que la mémoire collective a retenue de ces années noires est celle des « marches de la faim » des chômeurs et des soupes populaires.

Mais pour un historien comme Hobsbawm, qui traque la cohérence des « grandes vagues », ce qu’il faut retenir en priorité de « *l’épisode le plus traumatique de toute l’histoire du capitalisme* », ce sont ses conséquences à long terme sur l’idéologie économique. En un mot, *la Grande Crise a détruit le libéralisme économique du XIX^e siècle* », c’est-à-dire les idées simples (simplistes¹¹) qui avaient présidé à l’essor de l’Ère du Capital (1848-1875) et des Empires (1875-1914) : le libre-échange, les lois du marché, la non-intervention de l’État..., instruments de navigation traditionnels peut-être adaptés aux cartes du XIX^e siècle, mais celles-ci étaient maintenant manifestement périmées. « *L’impression de catastrophe et de désorientation provoquée par la Grande Crise était peut-être encore plus grande parmi les hommes d’affaires, les économistes et les hommes politiques qu’au sein des masses (...). C’est précisément l’absence de toute solution dans le cadre de l’ancienne économie libérale qui rendait si dramatique la situation des décideurs économiques. (...) Qu’était-ce qu’une “économie de marché” quand la domination croissante des grandes sociétés rendait absurde l’expression même de “concurrence parfaite” ? (...) Il n’était pas nécessaire d’être marxiste, ou de s’intéresser à Marx, pour observer à quel point le capitalisme de l’entre-deux-guerres était différent de l’économie de concurrence du XIX^e siècle* » (pp. 134-146). Dans l’urgence, la Grande Crise obligea les gouvernements occidentaux, sous peine d’explosion, « *à privilégier des considérations sociales aux dépens des considérations économiques dans l’élaboration de leur politique officielle* », et à prendre des mesures — d’ailleurs inefficaces pour la plupart — qui entérinaient la rupture définitive avec le XIX^e siècle : abandon du libre-échange (aussi central dans l’identité économique britannique, ironise Hobsbawm, que la Constitution américaine dans l’identité politique des États-Unis), *érection de barrières douanières, guerre des tarifs, politique de subventions agricoles... En attendant Keynes...* ».

Hobsbawm résume ainsi cette époque-charnière : « *Les années 1929-1933 furent un véritable canyon : tout retour à 1913 était désormais non seulement impossible, mais impensable. Le*

¹¹ Simplistes, mais qui ont la vie dure, puisqu’on les a vues ressusciter grâce à la crise des années quatre-vingts. Depuis 15 ans, c’est même cette “pensée unique” qui dicte sa loi.

libéralisme à l'ancienne était mort ou semblait condamné. Trois options se disputaient maintenant l'hégémonie politique et intellectuelle. La première était le communisme marxiste [l'“immunité” de l'Union soviétique à la crise était un défi au monde capitaliste]. La seconde était un capitalisme dépouillé de sa croyance en l'optimalité des marchés et réformé par un genre de mariage officieux ou de liaison permanente¹² avec la social-démocratie modérée des mouvements ouvriers non communistes [c'est cette option qui se révéla la plus efficace après la Seconde Guerre mondiale ; on y reviendra]. La troisième et dernière option était le fascisme » (p. 150).

Le fascisme et la chute du libéralisme

La Grande Crise a marqué la rupture définitive avec le XIX^e siècle. Pour Hobsbawm, elle marque même la « chute du libéralisme », c'est-à-dire de la pensée libérale du XIX^e siècle : dans son expression économique, on vient de le voir ; dans son expression sociale, on le verra plus loin ; dans son expression politique, par la montée du fascisme. « *De tous les faits marquants de l'Ère des catastrophes [inaugurée par la guerre de 14], c'est peut-être l'effondrement des valeurs et des institutions de la civilisation libérale, dont leur siècle avait tenu le progrès pour acquis (...), qui a le plus traumatisé les survivants du XIX^e siècle. Au nombre de ces valeurs, il y avait la méfiance à l'égard de la dictature et du pouvoir absolu ; l'attachement au régime constitutionnel dans le cadre de gouvernements ou d'assemblées de représentants librement élus, garants de l'État de droit ; et un ensemble accepté de droits et de libertés civiques, y compris la liberté d'expression, de publication et de réunion. La raison, le débat public, l'éducation, la science et la possibilité d'améliorer la condition humaine (...), telles étaient les valeurs qui devaient inspirer l'État et la société (...). [Or] les vingt années qui séparent la « Marche sur Rome » de Mussolini (1921) de l'apogée des succès de l'Axe au cours de la Seconde Guerre mondiale virent un recul toujours plus rapide et catastrophique des institutions politiques libérales » (pp. 154-155).*

On ne saurait comprendre le fascisme¹³ sans le rattacher d'abord à un courant constant de pensée de la droite conservatrice, celle-là même qui s'oppose, depuis les origines, à la philosophie des Lumières. Mais « *ce qu'il faut expliquer, c'est pourquoi la réaction de droite, après la Première Guerre mondiale, gagna ses victoires décisives sous la forme du fascisme. Car il existait dès avant 1914 des mouvements extrémistes de la droite ultra (...). Ce qui leur donna leur chance, c'est l'effondrement des anciens régimes et, avec eux, des anciennes classes dirigeantes et de leur appareil de pouvoir, d'influence et d'hégémonie » (pp. 174-175).*

On groupe communément sous l'appellation de “fascisme” un ensemble de mouvements politiques qui, d'abord sous sa forme italienne initiale (Mussolini, 1921), puis sous la forme allemande du national-socialisme (Hitler, 1933), inspira d'autres forces anti-libérales, les soutint et donna à la droite internationale une assurance historique telle que, dans les années trente, l'avenir semblât lui appartenir. On peut en dégager approximativement quelques caractéristiques communes : le rejet des institutions politiques libérales ; l'exercice d'une autorité musclée s'appuyant sur des corps organisés capables d'exercer une contrainte physique (armée, polices, milices) ; l'hostilité à la révolution sociale, et donc au bolchevisme, mais aussi au socialisme démocratique (le “socialisme” qui figure dans le nom du parti nazi n'est qu'un leurre) ; et bien sûr, le nationalisme... Ce n'est qu'une approximation, mais elle est commode, tant il est difficile de cerner théoriquement des mouvements dont la théorie n'était pas le point fort et qui soulignaient les insuffisances de la raison et du rationalisme pour affirmer la supériorité de l'instinct et de la volonté (sans parler des délires aryens et des fantasmes wagnériens propres au nazisme allemand). Il faut cependant souligner, selon Hobsbawm (p. 163), que la principale différence entre la droite fasciste et la droite non fasciste, c'est qu'à

¹² On parlerait aujourd'hui de PACS.

¹³ Ni même l'opposition gauche-droite qui, il faut bien l'avouer, n'a rien d'évident pour un observateur non occidental. Pendant ses premières années en France, le soussigné croyait même que le monde politique se divisait en deux catégories : les “humanistes” (style Victor Hugo, celui des *Misérables*) et les autres !

l'inverse des mouvements réactionnaires traditionnels, le fascisme « appartenait à l'ère de la vie politique démocratique », entendez par là qu'il mobilisait les masses (à Nuremberg ou Piazza Venezia), même si c'était pour plébisciter un “conducteur” providentiel (Führer, Duce).

Sans la Grande Crise, la fascisme aurait-il pris une telle importance dans l'histoire mondiale ? Probablement pas. « *L'Italie seule n'était pas une base prometteuse d'où ébranler le monde* ». Le monde fut ébranlé seulement quand la Crise porta Hitler au pouvoir en Allemagne, « *c'est-à-dire dans un État destiné par sa taille, son potentiel économique et militaire, sa situation géographique, à jouer un rôle majeur en Europe sous n'importe quelle forme de gouvernement* » (p. 180). Hobsbawm résume ainsi les conditions de la prise de pouvoir par les nazis dans l'Allemagne de la Crise : « *un vieil État avec des mécanismes de gouvernement qui ne pouvaient plus fonctionner ; une masse de citoyens désenchantés, désorientés et mécontents, [surtout dans les classes moyennes et la petite bourgeoisie,] qui ne savaient plus à qui se vouer ; de puissants mouvements socialistes menaçant ou paraissant menacer de fomenter la révolution sociale, sans être vraiment en position d'y parvenir ; et une poussée de rancœur nationaliste contre les traités de paix de 1918-1920* » (p. 176).

À ce stade, il faut brièvement écarter un certain nombre de thèses insuffisantes sur le fascisme :

- la première, d'origine fasciste, invente une “révolution fasciste” des années trente. Certes « *les mouvements fascistes avaient les éléments des mouvements révolutionnaires, dans la mesure où ils rassemblaient des hommes qui aspiraient à une transformation fondamentale de la société, souvent avec une dimension anticapitaliste et anti-oligarchique importante* » (p. 177). Mais dans ses deux seules bases réelles, l'Italie et l'Allemagne, quel était le bilan du fascisme avant la Seconde Guerre ? Le fascisme italien, après avoir été un rempart contre les troubles révolutionnaires d'après 1918, était rapidement devenu un régime au service des anciennes classes dirigeantes. Sa seule réalisation notable, ironisait-on, avait été de faire arriver les trains à l'heure. En Allemagne, le national-socialisme avait “réussi” une épuration implacable des anciennes élites et structures institutionnelles impériales, il avait accompli une partie de son programme social (congrès, sports, « voiture du peuple » — la fameuse Coccinelle), il avait surtout liquidé le chômage¹⁴... « *Mais le nazisme fut un ancien régime modifié et rénové plutôt qu'un régime foncièrement nouveau et différent* » (p. 177) ;

- la seconde, chère au marxisme soviétique orthodoxe, présente le fascisme comme l'expression du “capitalisme monopoliste”. Le problème, ironise Hobsbawm, c'est que « *le grand capital — vraiment grand — s'accommode de tout régime qui ne cherche pas à l'exproprier¹⁵, et que n'importe quel régime s'en accommode (...). En comparaison d'autres régimes, le fascisme présentait de grands avantages [pour les capitalistes]. Premièrement, il élimina ou écrasa la révolution sociale de gauche et apparut en fait comme un rempart. Deuxièmement, il élimina les syndicats et les autres limitations qui entravaient le patronat dans la gestion du personnel. En vérité, le “principe du chef”, cher aux fascistes, correspondait à la pratique de la plupart des patrons et des cadres dirigeants face à leurs subalternes et, en l'occurrence, le fascisme ne fit que leur apporter une justification de poids. Troisièmement, la disparition des mouvements ouvriers contribua à assurer aux entreprises une issue excessivement favorable à la Crise* » (p. 179) ;

- la troisième, d'origine plus récente, assimile le fascisme au communisme, en rangeant les deux doctrines sous l'étiquette commune “totalitaire”. On ne reviendra pas ici sur cette polémique¹⁶, sauf pour dénoncer, comme Hobsbawm, l'“illégitimité” d'une telle assimilation. Les ressemblances superficielles — rhétorique, appareils, techniques de gouvernement — ne peuvent cacher qu'il s'agit de deux idéologies antagonistes, irréductibles l'une à l'autre. Réglons d'abord une question de vocabulaire. Nous autres du XXI^e siècle, nous faisons la

¹⁴ C'est l'hommage rendu publiquement aux nazis par le leader de l'extrême-droite autrichienne, Jörg Haider.

¹⁵ C'est ainsi que Ford, Coca-Cola ou IBM continuèrent à “faire des affaires” avec les nazis. Voir à ce sujet le livre récent d'E. Black, *IBM et l'Holocauste* (Robert Laffont).

¹⁶ Voir le compte rendu du *Livre noir du Communisme* dans *Diễn Đàn* n° 76, juillet 1998.

distinction entre le marxisme-léninisme et le socialisme marxiste (l'un est mort, l'autre pas), mais il faut dire que dans les années de la Crise, la droite antidémocratique n'en faisait aucune. Les classes moyennes et bourgeoises qui fournissaient le gros des bataillons fascistes « *faisaient leurs choix politiques en fonction de leurs peurs (...). Le contrecoup de droite fut une réponse non pas au bolchevisme en tant que tel, mais à tous les mouvements, notamment à la classe ouvrière organisée, qui menaçaient l'ordre social établi (...). Dans une période de chambardement social, aucune ligne bien marquée ne distinguait [les socialistes] des bolcheviks* » (pp. 173-174).

Cette parenthèse refermée, revenons sur la « *conjoncture historique exceptionnelle* » signalée par Hobsbawm, à savoir le front commun entre l'Union soviétique et les démocraties occidentales contre le fascisme (de 1933 à 1945¹⁷). La propagande de la Guerre froide, à force de diaboliser "l'Empire du mal", avait presque réussi à nous faire oublier qu'en 1939, à un sondage qui leur demandait qui ils souhaitaient voir gagner en cas de guerre germano-soviétique, 83 % des Américains répondirent souhaiter une victoire soviétique ! Stupéfiant, quand on pense que c'était la pire période de la tyrannie stalinienne... Mais il faut croire que, dans la guerre qui se préparait, « *les lignes cruciales ne passaient pas entre le capitalisme et la révolution sociale communiste, mais entre les familles idéologiques : d'un côté les descendants des Lumières du XVIII^e siècle et des grandes révolutions, dont, à l'évidence, la Révolution russe ; de l'autre, [les partisans arrogants et agressifs] d'un monde bâti sur le renversement délibéré de la civilisation* » (pp. 197 & 204).

¹⁷ En mettant à part le pacte germano-soviétique, brève partie de poker menteur entre deux dictateurs.

Troisième partie

L'Âge d'or

La Grande Crise faillit engloutir le capitalisme libéral (au sens du XIX^e siècle). En fait, on peut même considérer qu'elle le fit bel et bien disparaître pour un demi-siècle, tant est profonde la mutation que le système dut subir pour survivre aux années trente, puis à la guerre. C'est la "troisième voie" dont nous parlions plus haut, entre fascisme et soviétisme, une troisième voie imposée par des impératifs de survie, mais qui a propulsé le "capitalisme démocratique", à la surprise générale, à commencer par la sienne, dans l'Âge d'Or de son histoire, et qui l'a imposé comme l'idéologie dominante de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e.

L'« aggiornamento » du capitalisme

Dans la pensée libérale du XIX^e siècle, faut-il le rappeler, les Tables de la Loi, c'étaient les "lois du marché", résumées dans la fameuse formule inventée par le libre-échangeisme à l'anglaise : « *Laissez passer, laissez faire* ». Que ce « laissez passer » favorisât les pays les plus puissants et les économies les plus développées (par exemple dans les échanges inégaux produits manufacturés-matières premières entre métropoles et colonies ; voir plus loin) ne changeait rien à l'affaire : pour ceux que Hobsbawm appelle les « théologiens du marché », il s'agissait d'un dogme, quasiment d'une Vérité révélée, contre quoi toute tentative d'intervention ou de régulation ne pouvait que conduire sur « *le chemin de la servitude* »¹⁸.

Le « laissez faire » sous-tendait également une certaine idéologie de la société et de l'État. Par opposition à l'État socialiste ou à l'État-providence de la social-démocratie (et du capitalisme réformé), la pensée libérale orthodoxe postulait que « pour l'essentiel, la vie des citoyens relevait non pas de la sphère du gouvernement, mais du monde des associations privées et non officielles (la "société civile"¹⁹). [L'État idéal était donc] le genre d'État qui se bornait à édicter les règles de base de l'économie et de la société civile et à fournir les prisons, la police et les forces armées pour écarter les dangers intérieurs et extérieurs » (p.193), une conception minimaliste que ses détracteurs surnommaient avec dérision « l'État veilleur de nuit ». Ce débat est loin d'être clos : sans lui, une partie de la politique américaine (l'opposition républicains-démocrates) et de l'histoire américaine (la guerre de Sécession) serait incompréhensible, et il vient de resurgir avec vigueur dans la construction européenne (fédération ou confédération ?).

Toujours est-il qu'en ébranlant les piliers du temple libéral, la Grande Crise devait jeter les doutes les plus profonds sur les capacités du système à s'auto-réguler, un système par ailleurs menacé dans ses institutions par la montée du fascisme et dans son idéologie par le modèle soviétique. Le capitalisme devait se réformer ou périr. Il se réforma. « *À court terme, il ne s'agissait pas tant d'un programme précis ou d'une autre politique que du sentiment qu'une fois la Crise terminée, il ne fallait plus jamais laisser cette situation se reproduire (...)*. [Mais] on ne saurait douter que le capitalisme ait été délibérément réformé, largement par des hommes qui étaient en position de le faire aux États-Unis et en Grande-Bretagne durant les dernières années de la guerre » (pp. 151 & 359). Dans l'esprit du grand public, le tournant des années

¹⁸ C'est le titre d'un livre publié en 1944 par l'économiste et idéologue autrichien F. von Hayek (1899-1992) pour dénoncer les politiques keynesiennes. Il a été réédité en 1993, préfacé par Milton Friedman

¹⁹ C'est la définition hégélienne, mais, depuis, le terme de « société civile » a pris un sens différent dans les pays soumis au « socialisme réel ».

trente se réduit souvent au New Deal américain et au nom de John Maynard Keynes²⁰, mais il s'agit d'une approximation assez grossière, car la "nouvelle donne" incorporait en fait des mutations fondamentales. À la génération des "baby boomers", *qui n'a jamais connu d'autre capitalisme que le capitalisme réformé*, il n'est peut-être pas inutile de rappeler à quel point lesdites réformes étaient en rupture avec la doctrine libérale du XIX^e siècle. Au lendemain de la guerre, pour les décideurs anglo-saxons, « *quatre choses étaient claires. Premièrement, la catastrophe de l'entre-deux-guerres, qu'il ne fallait en aucun cas laisser se répéter, était largement due à l'effondrement du système commercial et financier mondial, et à la fragmentation ultérieure du monde en économies nationales ou en empires autarciques. Deuxièmement, le système mondial avait jadis été stabilisé par l'hégémonie ou, tout au moins, par le rôle central de l'économie britannique et de sa devise, la livre sterling (...). Troisièmement, la Grande Crise venait de l'échec d'un marché de concurrence sans aucune restriction. Aussi convenait-il de compléter le marché, ou de l'encadrer, par la planification publique et la gestion de l'économie. Quatrièmement, pour des raisons tant politiques que sociales, il n'était pas question de laisser le chômage prendre à nouveau un caractère massif* » (pp. 359-360). Si le second point et son corollaire implicite — remplacer la Grande-Bretagne par les États-Unis et la livre par le dollar — suscitaient naturellement moins d'enthousiasme dans les autres capitales qu'à Washington, les trois autres points, sanctionnant le rejet de l'ancien libéralisme économique, ne pouvaient que recueillir le consensus parmi les penseurs et les décideurs occidentaux. « *Tous voulaient un monde de production en plein essor, de croissance du commerce international, de plein emploi, d'industrialisation et de modernisation. Tous étaient prêts à y parvenir, si nécessaire, au prix d'un contrôle public systématique et de la gestion d'économies mixtes, mais aussi en coopérant avec des mouvements ouvriers organisés à la condition qu'ils ne soient pas communistes* » (p. 362). Quant aux mouvements ouvriers et aux partis de gauche non communistes, ils se coulèrent d'autant plus volontiers dans le nouveau capitalisme réformé qu'ils n'avaient aucune politique économique de rechange : sauf à appeler à l'abolition du capitalisme — ce qu'aucun d'eux ne voyait comment faire ni n'essaya de réaliser — ils devaient « *s'en remettre à une économie capitaliste forte et créatrice de richesse pour financer leurs objectifs [de réformes sociales]. En réalité, un capitalisme amendé qui reconnaissait l'importance des aspirations ouvrières et social-démocrates leur convenait assez bien* ». En vérité, souligne Hobsbawm, « *l'Âge d'or du capitalisme eût été impossible si le consensus ne s'était fait sur l'idée qu'il fallait sauver l'économie de l'entreprise privée d'elle-même (de la "libre entreprise", pour reprendre l'expression consacrée) afin d'assurer sa survie* » (p. 362).

Or non seulement le capitalisme a assuré sa survie, mais il a profité de trente années de consensus pour faire son "aggiornamento" et mettre en place les institutions et les modes de fonctionnement que nous lui connaissons aujourd'hui. À l'échelle planétaire se développa autour des États-Unis une économie capitaliste mondiale qui « *mit moins d'obstacles à la circulation internationale des facteurs de production qu'aucune autre économie depuis le milieu de l'époque victorienne* » (p. 365), mais qui ne doit pas être confondue avec l'ancien libre-échangisme car, pour tirer la "leçon" de la Grande Crise (c'est l'expression officielle), les accords de Bretton Woods de 1944 avaient mis en place un certain nombre d'organismes de contrôle, d'intervention ou d'arbitrages tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou le GATT²¹... Certes ces institutions étaient soumises *de facto* aux intérêts du plus fort (il ne faut quand même pas confondre capitalisme avec altruisme), mais elles n'en contribuèrent pas moins à stabiliser et réglementer une économie de plus en plus internationale. On reviendra plus loin sur cette internationalisation, mais il suffit pour l'instant de dire que si elle ne mit pas un terme, du moins dans un premier temps, à l'inégalité des échanges (les économies développées continuèrent à profiter de matières premières et d'énergie à bas prix jusqu'au milieu des années 70), elle devait engendrer, au début des années 70, une nouvelle

²⁰ L'ouvrage de référence de Keynes, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, a été publié en 1936.

²¹ Le GATT a cédé la place à l'OMC, devenue la cible favorite des « anti-mondialistes ».

forme de division du travail, qu'on peut mesurer à ce simple chiffre : la part du Tiers Monde dans les exportations industrielles mondiales, stable aux alentours de 5 % jusqu'en 1970, allait plus que doubler entre 1970 et 1980.

À l'échelle des nations, à de très rares exceptions près (Hong Kong), « *les grandes réussites économiques des pays capitalistes après la guerre furent des histoires d'industrialisation soutenue, supervisée, dirigée et parfois planifiée et gérée par l'État* » (p. 356). Ce type d'"économie mixte" permit aux États de gérer plus facilement la modernisation (d'autant mieux qu'ils disposaient maintenant de nouveaux instruments de gestion macro-économique fondés sur la comptabilité nationale, ou d'ajustement socio-économique tels que l'indexation des salaires sur les prix), et même de la planifier : on pense bien sûr à la France (« l'ardente obligation du Plan », selon l'expression gaullienne), à l'Espagne, au Japon, à Singapour, à la Corée du Sud..., mais on oublie que les économies de guerre occidentales étaient déjà habituées au "management" et à la planification²², et qu'au sortir de la Seconde Guerre, en écho aux plans quinquennaux soviétiques, le secrétaire d'État américain Averell Harriman déclarait : « *Des mots tels que "planification" ne font plus peur aux gens de ce pays (...). Ils ont accepté que le gouvernement doive planifier comme le font les individus de ce pays* » (1946).

Mais ce qui a changé en profondeur les rapports socio-économiques, ce sont les mesures de "prophylaxie sociale", selon le mot de Hobsbawm, arrachées au capitalisme pour désamorcer les effets — jugés mortellement dangereux — du chômage de masse²³ : on veut parler de la *création des systèmes modernes de protection sociale*. « *Nous sommes tellement habitués à l'existence universelle d'ambitieux systèmes de protection sociale dans les États développés du capitalisme industriel [à quelques exceptions près, comme les États-Unis, mais même ces exceptions ont des programmes minimaux] que nous en oublions que les États-providences, au sens moderne du terme, étaient fort rares avant la Seconde Guerre mondiale (...). En fait, les mots mêmes de welfare state ou d'État-providence ne devaient pas s'imposer avant les années 1940* » (p. 136). Plus frappant encore : ce qui était à l'origine une construction avant tout politique et prophylactique est devenu au fil des décennies l'essence même « *d'États-providences au sens littéral, c'est-à-dire d'États dans lesquels les dépenses sociales — maintien des revenus, soins de santé, éducation etc. — devaient représenter la plus grosse part des dépenses publiques (...). À la fin des années 1970, tous les États capitalistes avancés étaient devenus des "États-providences". Six États consacraient à cet effet plus de 60 % de leurs dépenses publiques* » (p. 375). Les grands textes de réformisme de l'Âge d'or du capitalisme²⁴, tous écrits dans la seconde moitié des années cinquante, ont plus ou moins théorisé le "partenariat social" (le mot vient d'Allemagne) qui inspirait désormais le fonctionnement des économies développées. « *Il s'agissait de facto d'un arrangement triangulaire, les gouvernements présidant, de manière officielle ou non, aux négociations entre les "partenaires sociaux" (...). Le patronat, qui ne voyait guère d'inconvénients à de hauts salaires durant une longue période d'expansion assortie de profits élevés, se félicitait de la prévisibilité qui rendait plus facile la planification. La main-d'œuvre bénéficiait d'augmentations régulières de salaires et d'avantages secondaires, ainsi que d'un État-providence qui croissait et se montrait toujours plus généreux. Quant au gouvernement, cet accord lui assurait la stabilité politique et des conditions de gestion prévisibles pour la politique macro-économique que tous les États pratiquaient désormais* » (p. 373).

²² Hobsbawm fait même remarquer que les économies de guerre planifiées des démocraties occidentales se révélèrent paradoxalement plus efficaces que celles des dictatures (p. 75).

²³ L'éditorialiste du « Times » écrivait en 1944 : « *Avec la guerre, le chômage a été la maladie la plus répandue, la plus insidieuse et la plus délétère de notre génération : il est, de nos jours, la maladie sociale spécifique de la civilisation occidentale.* »

²⁴ Par exemple : *La société d'abondance* de J. K. Galbraith, *Au delà de l'État-providence* de Gunnar Myrdal, *L'avenir du socialisme* d'Anthony Crossland.

L'Âge d'or du capitalisme

Ainsi se présentait donc le capitalisme rénové dans les années 50-60 : un mariage de raison entre le libéralisme économique et la démocratie sociale, une sous-variété de socialisme pour les théologiens du marché “pur”. Sa pérennité était loin d’être assurée. Cela peut paraître risible à la lumière de l’effondrement du socialisme soviétique, mais jusqu’au début des années soixante, ce socialisme-là se posait en rival tout à fait sérieux dans la course à la production des biens de consommation. On se souvient du défi spectaculaire lancé par Khrouchtchev au vice-président Nixon à la Foire de Moscou, sur fond de frigos et de machines à laver. Un Premier ministre britannique s’inquiétait même du « *dynamisme économique d’un État [l’URSS] (...) qui dépassera bientôt la société capitaliste dans la course à la richesse matérielle* » (p. 29). De fait, au prix d’efforts titanesques dans les années cinquante, le bloc de l’Est enregistra un taux de croissance supérieur à celui de l’Ouest, et les Soviétiques réussirent même à construire la meilleure économie du monde... mais, on devait bientôt s’en apercevoir, du monde du XIX^e siècle, à base d’acier, de tracteurs et d’industrie lourde. « *Dans les années soixante, il apparut clairement que c’était le capitalisme, et non le socialisme, qui menait la course* » (p. 344).

De 1945 à 1973 (la date du premier choc pétrolier), au cours d’une période qui a pu varier d’un pays à l’autre mais qui correspond en gros aux « 30 glorieuses » des Français, les pays capitalistes développés sont entrés dans ce qui apparaît rétrospectivement comme l’Âge d’or de leur histoire. « *Comment expliquer, s’interroge Hobsbawm, cet extraordinaire triomphe, tout à fait inattendu, d’un système qui, pendant quelques décennies, avait paru au bord de la ruine ? Ce qu’il faut expliquer, ce n’est pas, bien entendu, le simple fait d’une longue période d’expansion économique et de prospérité, après une période semblable de troubles économiques et autres désordres (...). Ce qui appelle une explication, c’est l’ampleur et l’échelle extraordinaires de ce “boom” du siècle, qui font en quelque sorte pendant à l’ampleur et à l’échelle extraordinaires de la précédente ère de crises et de récessions* » (p. 355).

Ce boom fut un phénomène mondial, même s’il a d’abord profité aux pays développés. Quelques chiffres pour en juger : entre 1950 et 1970, la production de produits manufacturés a été multipliée par quatre et le commerce mondial de produits manufacturés par dix. Plus spectaculaire encore : cette production et ce commerce étaient assurés respectivement à 75 % et 80 % par les pays capitalistes développés. L’agriculture n’est pas restée à la traîne, moins en mettant en culture de nouvelles terres qu’en accroissant la productivité : entre 1950 et 1980, le rendement par hectare a plus que doublé, si bien que, malgré la pression démographique mondiale et l’allongement de l’espérance de vie, la production alimentaire a augmenté plus vite que la population, au point même que les pays riches ont connu des problèmes de surplus (on se souvient encore des « montagnes de beurre » et des « lacs de lait » de la CEE)... Bien entendu, les inégalités de répartition à l’échelle mondiale vident ces statistiques d’une partie de leur contenu, mais il n’en reste pas moins qu’à l’intérieur des pays développés, le “partenariat social” et son corollaire, l’augmentation du pouvoir d’achat, ont permis à l’ensemble de la société d’accéder à la “consommation de masse”, avec un autre corollaire, la “démocratisation du marché”, c’est-à-dire un marché de masse pour des produits anciennement considérés comme des produits de luxe : « *Ce qui relevait jadis du luxe devint la norme du confort espéré, en tout cas dans les pays riches : le réfrigérateur, la machine à laver, le téléphone [puis la TV, la chaîne hi-fi, la voiture, sans oublier le tourisme de masse] (...). Il était désormais possible au citoyen moyen des pays développés de vivre comme seuls les riches vivaient au temps de leurs parents — sauf, bien entendu, que la mécanisation avait maintenant remplacé les domestiques* » (p. 350).

Il est à peu près acquis que c’est la consommation de masse, c’est-à-dire une conséquence “heureuse” de ses réformes structurelles, qui a fourni au capitalisme rénové l’un des principaux moteurs de son expansion. Mais il faudrait encore “expliquer” l’extraordinaire capacité du système à transformer n’importe quel type de progrès — scientifique, technique, culturel — en innovation dans le domaine de la production et de la consommation. Par exemple, ce qui frappe

le plus dans cette période [des " 30 glorieuses "], « *c'est à quel point la révolution technique a paru alimenter la poussée économique. Elle n'a pas simplement multiplié en les améliorant les anciens produits : elle a aussi diversifié les produits nouveaux, y compris beaucoup dont pratiquement personne n'avait idée avant la guerre* » (p. 350). Matières plastiques, textiles synthétiques, appareils électroniques, médicaments nouveaux... Le soussigné a renoncé à en dresser la liste quand il s'est rendu compte que n'importe quel quidam interrogé dans la rue pourrait, au débotté, ajouter au moins un produit à cette liste. « *La révolution technologique est à ce point entrée dans la conscience du consommateur que la nouveauté est devenue, pour tout, le principal argument de vente* » (p. 352). Pourquoi l'innovation technologique n'a-t-elle pas "pris" dans les économies socialistes ? Sans pouvoir répondre sur le fond, on fera seulement deux remarques :

- la première, c'est que plus la technologie impliquée est complexe, plus le parcours menant de la découverte ou l'invention à la production est élaboré et coûteux. « *La R&D (recherche et développement) est devenue un élément central de la croissance économique et, pour cette raison, l'avantage déjà considérable des "économies de marché développées" sur les autres s'est renforcé* » (p. 352) ;

- la seconde, c'est que « *les technologies nouvelles sont, dans leur écrasante majorité, des technologies à forte intensité de capital et ont pour effet d'économiser de la main-d'œuvre (exception faite des scientifiques et des techniciens très qualifiés), voire de la remplacer. La grande caractéristique de l'Âge d'or aura été son besoin constant d'investissements lourds alors que les hommes devenaient de moins en moins nécessaires, si ce n'est comme consommateurs* » (p. 353).

Voilà au moins deux différences fondamentales entre l'économie du XIX^e siècle et celle du XX^e siècle.

Plus spectaculaire et plus rapide encore que la transformation technologique, c'est la transformation sociale qui frappe l'historien. On retiendra seulement ici les mutations sociologiques qui ont, en l'espace de trente ans, bouleversé de fond en comble les sociétés des pays développés, au point qu'aucun des vieux schémas classiques (y compris marxiste) ne semble plus pouvoir être simplement plaqué dessus :

- d'abord, la quasi-disparition de la paysannerie : en 1980, plus *aucun* pays du bloc de l'Ouest ne comptait plus de 10 % d'agriculteurs, et ce, en dépit de l'augmentation de la production agricole ;

- ensuite, l'essor des activités professionnelles nécessitant des études secondaires et supérieures. Au niveau universitaire par exemple, avant la Seconde Guerre mondiale, trois des pays les plus développés (l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne) ne comptaient que 0,1 % d'étudiants. En 1980, les étudiants formaient 2,5 % de la population *totale* ; dans certaines classes d'âge (20-24 ans), ils atteignaient 20 %. Cette évolution était planétaire : dans les années 70, le nombre des universités dans le monde a doublé. « *Pour les planificateurs et les pouvoirs publics, explique Hobsbawm, il était évident que l'économie moderne nécessitait beaucoup plus d'administrateurs, d'enseignants et de techniciens que par le passé* » (p. 390) ;

- enfin, la mutation du prolétariat ouvrier : non pas son déclin global, contrairement à une croyance répandue (à l'exception notable des États-Unis, la classe ouvrière industrielle, tout au long de l'Âge d'or, ne descendit jamais en dessous du tiers de la population active ; p. 397), mais les glissements qui s'opérèrent en son sein pour accompagner le processus de production. En gros, les "gueules noires" (symbolisant les anciennes industries) devinrent moins nombreuses que les "cols bleus", et les cols bleus que les diplômés. Et les industries nouvelles étaient vraiment trop différentes pour que ne se produisît pas une *crise d'identité*. « *Ce n'était*

pas la classe ouvrière qui était en crise, mais sa conscience. À la fin du XIX^e siècle, les populations très diverses et loin d'être homogènes qui, dans les pays développés, gagnaient leur vie en vendant leur travail manuel contre un salaire, apprenaient à se voir comme une seule classe ouvrière : c'était de loin l'élément le plus important de leur situation d'être humains en société (...). Au cours des décennies de l'Âge d'or, presque toutes les composantes [de la classe ouvrière] se trouvèrent minées. La conjonction d'une expansion séculaire, du plein emploi et d'une véritable société de consommation de masse transforma de fond en comble la vie des populations ouvrières dans les pays développés » (p. 403).

En clair : le "prolétariat" des pays industrialisés, sur qui les révolutionnaires professionnels ou les exaltés de Mai 68 comptaient pour le Grand Soir, s'était bel et bien dilué dans la prospérité de l'Âge d'or. Hobsbawm n'a sans doute pas tort quand il affirme, avec un brin de provocation, que pour les historiens du futur, la confrontation entre le "capitalisme" et le "socialisme" aura vraisemblablement moins d'importance que l'ampleur et l'impact extraordinaires « *des transformations économiques, sociales et culturelles [de l'Âge d'or], les plus grandes, les plus rapides et les plus fondamentales de toute l'Histoire, (...) la plus profonde révolution de la société depuis l'âge de pierre* » (p. 28 & 38).

Quatrième partie

Le Tiers Monde

Avant d'aborder la période finale du Court XX^e siècle, le lecteur ne manquera pas d'observer que jusqu'ici, il n'aura eu droit qu'à une histoire partielle, "eurocentrée", qui a laissé sur la touche les trois quarts de l'humanité, à savoir cet ensemble disparate de pays partagés entre trois continents (Asie, Afrique, Amérique du Sud) qu'on désigne de façon générale et vague sous le nom de "Tiers Monde". À l'origine, cette appellation recouvrait un sens politique précis (et plus étroit), correspondant à une époque historique précise (le mouvement "non aligné" des années cinquante), mais dans l'esprit d'un large public, elle se confond maintenant avec ce qui caractérise doublement l'histoire de ces pays depuis le début du XX^e siècle : la décolonisation et la lutte contre le sous-développement.

Le Tiers Monde : une histoire « dérivée »

La portion congrue réservée par Hobsbawm au Tiers Monde résulte bien sûr d'un choix délibéré. Les lecteurs de cette revue pourraient s'offusquer de ce que la guerre du Viet Nam, qui a quand même duré 30 ans et fait deux millions de morts parmi les peuples de l'ancienne Indochine, ait droit *exactement* à dix lignes, qu'on peut citer *in extenso* : « *Soutenus par les Britanniques, puis par les États-Unis, les Français menèrent une action d'arrière-garde désespérée afin de reconquérir et de garder un pays contre une révolution victorieuse. Vaincus, ils furent obligés de se retirer en 1954, mais les États-Unis empêchèrent l'unification du pays pour maintenir un régime satellite dans le Sud. Quand il apparut que celui-ci menaçait à son tour de s'effondrer, les États-Unis s'engagèrent dans une guerre de dix ans au Viet Nam : finalement, battus, ils durent se retirer en 1975, après avoir largué plus d'explosifs sur ce malheureux pays que n'en avaient été utilisés pendant toute la Seconde Guerre mondiale* » (p. 287).

Mais le choix opéré par Hobsbawm — de minimiser la part du Tiers Monde dans l'histoire du XX^e siècle — se justifie aisément *en termes de puissance*. Il s'en explique avec lucidité : « *Au cours du XIX^e siècle, une poignée de pays — pour l'essentiel situés en bordure de l'Atlantique nord — conquièrent le reste du monde non européen avec une ridicule facilité (...). Les pays occidentaux assirent une supériorité encore plus incontestée au moyen de leur système économique et social, de leur organisation et de leur technologie. Le capitalisme et la société bourgeoise transformèrent et dirigèrent le monde. Ils offrirent un modèle — jusqu'en 1917, le seul — à tous ceux qui ne voulaient pas être écrasés ou balayés par le char de l'Histoire. Après 1917, le communisme soviétique offrit un autre modèle : mais au fond, il était du même type, si ce n'est qu'il se passait de l'entreprise privée et des institutions libérales. L'histoire du monde non occidental au XX^e siècle est donc essentiellement déterminée par ses relations avec les pays qui s'étaient imposés au XIX^e siècle comme les "seigneurs" de l'espèce humaine. Dans cette mesure, l'histoire du Court XX^e siècle demeure géographiquement biaisée : seul peut l'écrire l'historien qui entend se concentrer sur la dynamique de la transformation mondiale [c'est nous qui soulignons]. Ce qui ne veut pas dire que l'on partage le sentiment de supériorité condescendant, et beaucoup trop souvent ethnocentrique, voire raciste, ni l'autosatisfaction totalement injustifiée qui sont encore répandus dans les pays privilégiés. (...) Il n'en demeure pas moins vrai que, durant tout le Court XX^e siècle, la dynamique de la plus grande part de l'histoire [du Tiers Monde] est dérivée, non originale. Elle consiste essentiellement en tentatives des élites des sociétés non bourgeoises pour imiter le modèle dont l'Occident fut le pionnier : un modèle perçu avant tout comme celui de sociétés engendrant le progrès, la richesse, le*

pouvoir et la culture par le “développement” économique et technico-économique, dans une variante capitaliste ou socialiste. Il n’était pas d’autre modèle opératoire que l’“occidentalisation” ou la “modernisation”, peu importe de quel nom on veut bien l’appeler » (p. 266).

Cette analyse, qui paraît irréfutable concernant les deux premiers tiers de l’histoire séculaire du Tiers Monde (l’étape de l’émancipation, voir ci-dessous), garde-t-elle sa pertinence pour le dernier tiers du siècle ? Avec l’apparition d’une centaine de nouveaux États indépendants, représentant maintenant 85 % de la population mondiale ; avec l’émergence de certains de ces États comme nouvelles puissances industrielles, commerciales ou financières (le Brésil, les fameux “tigres” et “dragons” asiatiques, ou même cette Chine formidable dont on nous annonce encore et toujours le réveil) ; avec le marasme “fin de siècle” des économies et des sociétés occidentales, certains futurologues avaient cru pouvoir prédire le retour de balancier²⁵. Or, note Hobsbawm, même si les « *grandes puissances de 1914, toutes européennes, ont disparu (...) ou sont réduites à un statut régional ou provincial (...), ce changement est-il d’une portée majeure, hormis pour les historiens politiques ? Peut-être pas, puisqu’il ne reflète que des changements mineurs dans la configuration économique, intellectuelle et culturelle du monde. [Si l’on admet que] les États-Unis sont l’extension outre-mer de l’Europe, s’accolant au Vieux Continent sous la bannière de la “civilisation occidentale” (...), l’ensemble des pays industriels du XIX^e siècle ont conservé collectivement, de beaucoup la plus forte concentration de richesse, de puissance économique, scientifique et technique de la planète, et leurs populations jouissent de loin du plus haut niveau de vie. À la fin du siècle, cela compense encore plus que largement la désindustrialisation et le déplacement de la production vers d’autres continents. Dans cette mesure, l’impression d’un vieux monde “eurocentré” ou “occidental” en plein déclin est superficielle » (p. 36).*

Alors, les dragons ne seraient-ils que des lézards ? Après la crise asiatique de 1997 — et un marasme persistant jusqu’au tournant du siècle —, voici que les commentateurs, naguère dithyrambiques, tout à coup s’alarment de la fragilisation, de la “latinisation” d’une Asie du Sud-Est « durablement à la traîne »²⁶. C’est trop d’indignité, après trop d’honneur. Seul l’avenir dira si le XXI^e siècle sera celui des dragons et des tigres. C’est une possibilité, mais c’est loin d’être une certitude.

Des Empires au Tiers Monde

Loin des prospectives, revenons à l’Histoire. Pour la plupart des pays du Tiers Monde, l’histoire du début du XX^e siècle se sera confondue avec l’histoire de la décolonisation. Avant la guerre de 14, presque toutes les parties de l’Asie, de l’Afrique et des Caraïbes étaient dépendantes, c’est-à-dire possédées, administrées et commandées par une poignée d’États de l’hémisphère nord. C’était aussi le cas même pour des pays formellement indépendants comme la Chine, où les étrangers jouissaient de droits extra-territoriaux et supervisaient de fait certaines fonctions centrales de l’État, ou comme les pays d’Amérique latine, que leurs voisins du Nord étaient enclins à traiter comme des protectorats *de facto* (la fameuse doctrine Monroe). La Première Guerre mondiale ébranla l’édifice du colonialisme mondial en détruisant deux empires (l’allemand et l’ottoman, dont les Britanniques et les Français se partagèrent les dépouilles sous forme de “mandats”²⁷) et en mettant un troisième entre parenthèses (le russe). Mais les empires survivants, même s’ils paraissaient renforcés, étaient en fait touchés eux aussi — maintenant qu’on savait qu’ils étaient mortels —, comme en témoignent les troubles persistants qui secouèrent l’Empire britannique entre les deux guerres (en Irlande, au Proche-Orient, et surtout

²⁵ Certains économistes n’avaient pas craint de se ridiculiser en classant la Chine, par un simple argument comptable, première puissance économique mondiale.

²⁶ J.-C. Pomonti, *L’Asie du Sud-Est durablement à la traîne*, Le Monde, 2 mai 2001.

²⁷ Signe de l’impopularité croissante de l’impérialisme, on ne parlait plus de « colonies », mais de « mandats », accordés par l’humanité reconnaissante aux puissances impérialistes non pour exploiter les « peuples arriérés » (elles n’y auraient « jamais songé », note Hobsbawm avec ironie, p. 59), mais pour les mener sur la voie du progrès.

en Inde, où seule la modération de Gandhi permit d'éviter la guerre civile). Si le système colonial réussit à obtenir un sursis, c'est paradoxalement parce que la lutte anticolonialiste était menée le plus souvent par des élites minoritaires, qui n'arrivaient qu'exceptionnellement à mobiliser les masses — quand la répression se montrait particulièrement odieuse (le massacre d'Amritsar en fut un exemple²⁸), quand le racisme des colons créait un lien commun de rancœur entre toutes les couches de la population, quand certains leaders charismatiques (comme Gandhi) parvenaient à marier nationalisme, traditions et modernisme... Le combat devait changer d'échelle avec la Grande Crise de 1929-1933, qui ébranla l'ensemble du monde dépendant : en faisant se heurter, pour la première fois, les intérêts des économies métropolitaines et coloniales, la Crise permit aux anticolonialistes de jeter les bases d'une mobilisation politique des masses. Prenant l'exemple de l'Empire britannique entre les deux guerres, Hobsbawm note que « *jamais la Grande-Bretagne n'avait exercé son contrôle, formel ou informel, sur une aussi grande partie du globe, mais jamais non plus ses dirigeants n'avaient été moins assurés de maintenir leur vieille suprématie impériale* » (p. 280). Mais il remarque aussi que « *quoique probable, la fin universelle des empires coloniaux ne paraissait pas réellement imminente en 1939. C'est la Seconde Guerre mondiale qui transforma la situation. Même si elle fut beaucoup plus que cela, elle fut sans conteste une guerre anti-impérialiste et, jusqu'en 1943, les grands empires coloniaux se retrouvèrent dans le camp des perdants (...). Ce qui porta un coup fatal aux vieux colonialistes, c'est la preuve que les hommes blancs et leurs États pouvaient essuyer une défaite honteuse et sans honneur* » (p. 285-286). De plus, les deux principales puissances qui devaient gagner la guerre, l'URSS et les États-Unis, étaient l'une et l'autre hostiles au colonialisme (on sait ce qu'il advint par la suite des principes américains). Instruits par l'expérience, et aussi parce que leur position devenait intenable (le cœur de leur Empire, le « Raj » indien, avait été secoué en pleine guerre — 1942 — par le mouvement « Quit India »), les Britanniques, dans l'ensemble, ne résistèrent pas à la décolonisation. Malheureusement, il n'en fut pas de même pour certains autres empires — les Hollandais, mais surtout les Français — qui s'accrochèrent militairement à leurs positions après 1945, ce qui déclencha dans certains pays (Viet Nam, Algérie) de longues, cruelles et coûteuses guerres de libération. Pour le malheur des peuples.

Au début des années cinquante, la décolonisation de l'Asie était achevée, sauf en Indochine. En 1956, l'échec de l'expédition de Suez marqua la fin du « moment britannique au Proche-Orient » (c'est-à-dire de l'hégémonie incontestée dont la Grande-Bretagne jouissait dans cette région depuis 1918). Au début des années 60, la décolonisation de l'Afrique — parfois « prophylactique », parfois sanglante — s'achevait aussi, sauf dans quelques poches de ce que Hobsbawm appelle le « colonialisme formel » : l'Angola portugais, la Rhodésie du Sud (qui fit sécession), l'Afrique du Sud (où le régime d'apartheid ne fut abattu qu'à la fin du siècle) et peut-être aussi Israël²⁹. Ainsi, « *l'ère impériale était close. Moins de trois quarts de siècle plus tôt, elle avait paru indestructible* » (p. 293).

Par quoi les Empires allaient-ils être remplacés ? « *Que les dizaines d'États post-coloniaux apparus après la Seconde Guerre mondiale, de même que la plupart des pays d'Amérique latine, qui appartenaient eux aussi aux régions de l'ancien monde impérial et industriel, se soient trouvés bientôt réunis sous la rubrique "Tiers Monde" n'est pas surprenant : l'expression elle-même aurait été forgée en 1952, se définissant par opposition au "premier monde" des pays capitalistes développés et "deuxième monde" des pays communistes (...). Ce choix ne manquait pas de vraisemblance dans la mesure où tous ces pays [du Tiers Monde] étaient pauvres, tous étaient dépendants, tous avaient des gouvernements qui voulaient "le développement" et aucun ne croyait, à la suite du Grand Marasme et de la Seconde Guerre mondiale, que le marché capitaliste mondial ou l'initiative intérieure spontanée leur*

²⁸ En 1919, à Amritsar, un général britannique fit ouvrir le feu sur une foule non armée massée dans un enclos sans issue. Au cours d'une récente visite officielle en Inde, le prince Philip a fait scandale en minimisant ce massacre.

²⁹ Pour éviter toute polémique, disons tout de suite que c'est le point de vue général des pays arabes, pour qui Israël n'est qu'un appendice de l'Occident au Proche-Orient. Les faits ne leur donnent pas tort.

permettraient d'y parvenir. De surcroît (...), tous ceux qui avaient la moindre liberté d'action voulaient éviter de rejoindre l'un ou l'autre des deux systèmes d'alliance, afin de pouvoir se tenir à l'écart d'une Troisième Guerre mondiale que tout le monde craignait » (p. 466). Le mouvement des “non alignés” naquit ainsi officiellement à la conférence de Bandung (Indonésie) en 1955, c'est-à-dire à un moment où la décolonisation de l'Asie, à l'exception de l'Indochine, était achevée. Les inspirateurs et les principaux acteurs du mouvement étaient d'anciens révolutionnaires anticolonialistes (Nehru, Sukarno, Nasser) et se voulaient socialistes à leur manière, ce qui impliquait que malgré leur “non alignement” officiel, leurs sympathies les rapprochaient de l'Union soviétique, ou plutôt les éloignaient des États-Unis, devenus, depuis le début de la guerre froide, le soutien des pires régimes conservateurs de la planète. De fait, quand le groupe des “non alignés”, à l'origine essentiellement afro-asiatique, devint tricontinental après la révolution cubaine de 1959, ses membres latino-américains comptaient parmi les États les moins bien disposés envers le *Big Brother* américain (ce qui ne saurait surprendre). Pour autant les “non alignés” n'avaient aucune intention de s'engager dans l'affrontement planétaire entre les deux superpuissances, conscients qu'ils étaient d'être aux premières loges en cas de conflit aigü (Corée, Viet Nam, Cuba).

Pendant deux décennies, le “tiers mondisme” (quoi qu'on mette derrière ce terme fourre-tout) devait connaître une vogue extraordinaire, non seulement parmi les pays sous-développés, mais également dans le “premier monde” développé, où il inspira d'étonnants mouvements de solidarité (notamment dans les pays nordiques ou protestants, comme la Suède ou les Pays-Bas), une non moins étonnante adhésion parmi la jeunesse contestataire (le portrait de Che Guevara figurait sur tous les posters, et le nom de Ho Chi Minh était scandé à toutes les manifs), mais aussi, peut-être, après l'exaltation estudiantine universelle de 1968, le radicalisme extrême et absurde qui devait jeter des activistes ultra-minoritaires dans le terrorisme urbain des « années de plomb » (les Brigades Rouges en Italie, la Fraction Armée Rouge en Allemagne, Action Directe en France). Paradoxalement, à cette époque, déjà, au début des années soixante-dix, le concept tiers-mondiste n'existait plus dans la réalité : le développement économique avait fait voler en éclats la fiction d'un Tiers Monde homogène. Entre les rentiers de l'OPEP, vite désignés comme les nouveaux rançonneurs de la planète, avec l'aide, il est vrai, des grandes compagnies pétrolières (le premier “choc pétrolier” date de 1973) ; les NPI, à cheval sur les trois mondes, mais tendant à rejoindre le premier grâce à un développement industriel dont le rythme n'avait pas d'équivalent dans l'Histoire (les “quatre tigres” du Pacifique, mais aussi l'Inde, le Brésil, le Mexique...) ; et au bas de l'échelle, les PVD, euphémisme inventé par les organismes internationaux pour désigner un groupe de 3 milliards d'individus (en majorité sur le continent africain) habitant des pays qui non seulement étaient pauvres, mais prenaient du retard... Entre ces trois catégories de “Tiers Monde”, que restait-il de commun ? À peu près rien, comme le démontra par l'absurde l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990.

Modernité et fondamentalisme

Il nous faut maintenant revenir en arrière pour essayer de mieux discerner les lignes de force qui ont sous-tendu l'histoire — d'apparence souvent chaotique et disparate — du Tiers Monde pendant le Court XX^e siècle, de la décolonisation au développement (ou au non-développement). Depuis 1945, « *le monde colonial a été si complètement transformé en une collection d'États théoriquement souverains qu'il doit sembler, après coup, que le phénomène était inévitable : mieux encore, que les populations coloniales l'avaient toujours souhaité* » (p. 275). Or la réalité est beaucoup plus complexe. Le désir d'émancipation existait certainement « *dans les pays héritiers d'une longue histoire en tant qu'entités politiques : les grands empires asiatiques — la Chine, la Perse, les Ottomans — et peut-être un ou deux autres pays comme l'Égypte, surtout quand ils s'étaient construits autour d'un substantiel État-nation [comme les Han en Chine, ou l'islam chiïte] (...). Mais plus souvent, la notion même d'entité politique territoriale permanente, avec des frontières fixes la distinguant d'autres entités semblables, et exclusivement soumise à une autorité permanente unique (c'est-à-dire l'idée d'État souverain et indépendant) n'avait aucun sens pour la population, tout au moins au-dessus du niveau du*

village [en Afrique noire par exemple, ou dans certaines régions du Proche-Orient] » (p. 275). De là vient en partie l'instabilité du monde post-colonial, où tant de conflits régionaux (le dernier en date étant le génocide au Rwanda et la guerre entre les pays riverains des Grands Lacs) n'ont fait que "régler" avec retard le problème des frontières découpées par l'impérialisme. De là vient aussi qu'au début des luttes anti-coloniales « *la grande tâche des mouvements nationalistes [en général, des minorités bourgeoises] était de rallier des masses essentiellement traditionnelles et antimodernes sans compromettre leur projet de modernisation* » (p. 276). L'exemple typique est celui de Gandhi (1869-1948), « *qui devait réussir à mobiliser les villages et les bazars de l'Inde par dizaines de millions en lançant largement le même appel au nationalisme et à la spiritualité hindoue, mais en prenant grand soin de ne pas briser le front commun avec les modernisateurs [auxquels, en un sens, il appartenait, puisqu'il rejetait le système des castes]* » (p. 276). *Mais même Gandhi devait finalement échouer : il fut assassiné par un militant exclusiviste hindou de la tradition de Tilak³⁰, et l'Inde indépendante allait être gouvernée par le parti du Congrès, c'est-à-dire par des gens qui « ne rêvaient pas d'une renaissance de l'Inde d'autrefois, qui n'avaient ni sympathie, ni compréhension [pour les traditionalistes], qui avaient les yeux tournés vers l'Occident et que le progrès occidental attirait fortement* » (Nehru, 1936).

Aux débuts de la lutte anti-coloniale, donc, on constate un peu partout le même schéma, que ce soit en Inde, en Chine, au Proche-Orient, une minorité de modernisateurs laïques essayant de rallier des masses qui, même hostiles aux colonisateurs, étaient tout aussi hostiles à la conviction des élites que la modernisation était indispensable. Que le combat ait été dirigé par des élites bourgeoises est un phénomène classique, puisque dans les pays dépendants, « *en l'absence presque générale d'institutions politiques démocratiques, seule une couche infime possédait les connaissances et la formation requises, ou même les bases les plus élémentaires³¹* » (p. 268).

Que ces élites aient fait le choix de la *modernité* soulève une question intéressante, car au vu des difficultés de mobilisation des masses citées plus haut, un tel choix n'allait pas de soi. Le choix contraire — s'appuyer sur les traditions (cela pourrait s'appeler maintenant *fondamentalisme*) ou la religion (*intégrisme*) — eût même été plus facile et plus naturel. De fait, un examen historique, même superficiel, montre qu'« *aucun des mouvements de libération qui réussit dans le monde arriéré avant les années soixante-dix ne s'inspirait ou n'était soudé par des idéologies traditionnelles ou néotraditionnelles. Le fondamentalisme appartient aux dernières décennies du XX^e siècle, qui ont même vu, chez certains intellectuels, le spectacle bizarre d'un retour en grâce de ce qui serait apparu comme superstition et barbarie aux yeux de leurs grands-pères cultivés* » (p. 268). Instruits sans doute par l'échec des jacqueries, les premiers dirigeants révolutionnaires voyaient d'abord dans la modernité un gage d'*efficacité*³², indépendamment de toute considération éthique : « *En tant que système moral, manière de définir la place des êtres humains dans le monde, de reconnaître la nature et l'ampleur des destructions opérées par le "développement" et le "progrès", les idéologies et les systèmes de valeurs pré ou non capitalistes étaient souvent supérieurs aux croyances qu'apportaient avec eux les canonnières, les marchands, les missionnaires et les administrateurs coloniaux (...). [Mais lorsque ces systèmes] allaient contre le processus du développement en pratique et pas simplement en théorie, ils étaient un gage d'échec et de défaite. Si forte et sincère que fût la conviction que la magie détournerait les balles des fusils-mitrailleurs, elle marchait trop rarement pour faire une*

³⁰ Bal Ganghadar Tilak (1856-1920), l'un des premiers nationalistes indiens, activiste « nativiste », c'est-à-dire prônant le retour à l'ancienne civilisation hindoue et à la religion. Les héritiers de cette mouvance ont récemment accédé au pouvoir au détriment du parti du Congrès.

³¹ Quelques chiffres : avant l'indépendance, 90 % de la population du sous-continent indien étaient analphabètes, et avant 1914, seul 1 habitant sur 600 connaissait une langue occidentale (l'anglais).

³² À propos de modernité et d'efficacité, le soussigné serait reconnaissant au lecteur de lui donner la clé de cette énigme : les Chinois ont inventé la poudre, mais ce sont les Européens qui ont inventé l'arquebuse et le canon. Pourquoi ?

grande différence. Le téléphone et le télégraphe étaient de meilleurs moyens de communication que la télépathie du saint homme » (p. 267).

Bref, quels que fussent les objectifs conscients ou inconscients des révolutionnaires qui façonnèrent l'histoire du monde retardataire, la modernisation, c'est-à-dire l'inspiration des modèles occidentaux, fournissait les moyens nécessaires de les atteindre : idéologies, programmes, méthodes de la vie publique (presse, réunions, propagande, campagnes de masse), organisation des partis (partis bourgeois comme le Congrès ou le Kuomintang, ou PC semi-clandestins inspirés par le modèle bolchevique³³)... De la même façon, après l'indépendance, la plupart des anciennes colonies adoptèrent, ou furent poussées à adopter, des systèmes économico-politiques dérivés de ceux des anciennes métropoles. Une minorité, en général issue de la révolution sociale ou (ce qui revient au même) d'une longue guerre de libération, opta pour le modèle soviétique. De sorte qu'en théorie, tout le Tiers Monde était désormais "démocratique" (même si certains pays l'étaient plus que d'autres, qui n'avaient fait que plaquer les modèles occidentaux sur des modes anciens de pouvoir de type clanique, oligarchique ou confucéen). Ce qu'on veut souligner, c'est qu'il s'agissait, ici encore, de structures "importées", ce qui permet à Hobsbawm de parler d'une histoire du Tiers Monde "dérivée" de celle des deux premiers mondes.

Revenons à l'histoire de la décolonisation et à la Grande Crise de 1929-1933. C'est le Grand Marasme, on l'a dit plus haut, qui a marqué l'irruption des masses dans le mouvement anti-colonial, et ce, par un effet économique quasi mécanique. En effet, à la fin de l'ère des Empires, l'économie capitaliste mondiale (même arrêtée temporairement aux frontières soviétiques) avait aspiré « comme une pieuvre » (l'expression est de Hobsbawm) les richesses, les cultures et les systèmes politiques de tous les pays à sa portée. Dans ce système, l'économie coloniale tenait une place particulière. Pour le marché mondial, « *la valeur [des colonies] était essentiellement celle de fournisseurs de produits de base — matières premières, énergie, produits de l'agriculture et de l'élevage — et de débouchés pour les capitaux du Nord en quête d'investissements, en particulier sous la forme de prêts publics et d'infrastructures (transports, communications, villes), sans lesquelles il était impossible d'exploiter efficacement les ressources des pays indépendants* » (p. 271). Mais ces investissements ne signifiaient en aucune façon aucun plan d'industrialisation des pays dépendants. Pour prendre un exemple, la fameuse route coloniale et le chemin de fer colonial — qui servent encore de nos jours — n'ont pas industrialisé le Viet Nam, et d'ailleurs tel n'était pas le but. « *La plupart des gouvernements et entrepreneurs du Nord avaient à l'esprit un modèle où le monde dépendant finançait ses achats de produits manufacturés par la vente de ses produits de base. [Leur intérêt naturel] était de rendre un marché déjà dépendant entièrement tributaire de leur production, c'est-à-dire de "l'agrariser" (...)* [et de l'autre côté] *de renforcer le monopole industriel des vieux centres métropolitains. Dans cette mesure, les marxistes de l'entre-deux-guerres, rejoints après 1945 par les "théoriciens de la dépendance" de diverses obédiences, avaient de bonnes raisons de dénoncer dans l'impérialisme un moyen de perpétuer l'arriération des pays retardataires* » (p. 272-273). Bien entendu, la structure de l'économie coloniale la rendait particulièrement vulnérable : pendant la Crise, les prix des produits primaires, dont dépendait le Tiers Monde, connurent une chute encore plus spectaculaire que ceux des produits manufacturés en Occident. Le marasme ayant balayé les soutiens qui avaient jusque-là rendu le colonialisme "acceptable" (pour sa presque totalité, l'ère de l'impérialisme avait été une période de croissance quasi continue, avec ses inévitables retombées positives), la vie politique autant nationale qu'internationale du monde dépendant en fut déstabilisée. Non seulement les élites perdirent leurs privilèges, mais « *pour la première fois (en dehors des guerres), la vie des gens ordinaires se trouva ébranlée par des séismes qui, de toute évidence, n'étaient pas d'origine naturelle, et auxquels la protestation était une meilleure réponse que la prière* » (p. 283). Les années 1930 furent donc une décennie cruciale pour le Tiers Monde, « *moins parce que la Crise se solda par un radicalisation politique qu'en raison des contacts qu'elle établit entre les minorités*

³³ On se souvient du texte fameux de Ho Chi Minh découvrant le marxisme-léninisme comme instrument de libération.

politisées et les gens ordinaires (...). *Les années de la crise brisèrent le lien entre les autorités coloniales et les masses paysannes, libérant ainsi un espace pour une nouvelle donne politique* » (pp. 283-284).

Ayant fait irruption sur la scène politique, les masses n'allaient plus s'en retirer, contrairement à ce que pourrait laisser croire un examen superficiel qui aurait pu conclure à leur effacement dans les décennies suivant immédiatement l'indépendance. Déjà l'économie impérialiste avait introduit de substantiels changements dans la vie des populations rurales, surtout dans les régions de production primaires tournées vers l'exportation (la culture du caoutchouc, plus profitable que celle du riz, fut l'un des ces bouleversements). La réforme agraire généralisée entre 1945 et 1950, et pratiquée d'un bout à l'autre du spectre politique (pp. 462-463), allait réussir à convaincre le gros des masses paysannes que la modernité était moins une menace qu'une promesse. Enfin, en dépit de la politique de l'économie coloniale, le développement des marchés locaux, puis des industries locales (réalisant la prédiction marxienne de la propagation finale de la révolution industrielle, on y reviendra), allait induire un gigantesque exode rural vers les nouvelles mégalo-pôles du Sud (de l'« intérieur » vers la « côte ») et donner naissance à cette « économie informelle » si caractéristique du Tiers Monde, avant que la nouvelle « division internationale du travail » (entre les développés et les sous-développés, mais cette fois à l'intérieur du Tiers Monde, on y reviendra aussi) ne proposât d'autres mouvements de population par-delà les lignes de partage des régions et des classifications. À la charnière des années 70-80, au terme de toutes ces mutations souterraines, les mouvements de masse allaient resurgir au grand jour, et sous deux formes opposées. Dans le PNI (Brésil, Corée du Sud...), les changements structurels de la société ont engagé la vie politique sur des voies familières dans l'histoire du premier monde, à savoir la formation de nouvelles classes ouvrières industrielles exigeant le respect de leurs droits et la reconnaissance de leurs syndicats. Dans d'autres zones immenses du Tiers Monde, à la fois instables et inflammables, le fondamentalisme (parfois associé à l'intégrisme) a fait un retour en force, ponctué par le coup de tonnerre de la révolution iranienne (1979) : à l'heure où l'élan de 1789-1917 semble épuisé, la révolution islamique reprend le flambeau de la révolution sociale, mais cette fois-ci, *contre* la modernité.

Cinquième partie

Fin de siècle

Nous avons quitté le capitalisme au début des années soixante-dix, au faite de sa puissance et de sa gloire : une économie de consommation de masse fondée sur le plein-emploi et la hausse régulière des revenus réels, étayée par un système de sécurité sociale financé par des recettes publiques sans cesse croissantes, avait engendré, selon la fière affirmation du *Financial Times* un « système de création de richesse [...] désormais universellement considéré comme le plus efficace que l'humanité ait jamais conçu ». Le succès venant au secours de la générosité, les chantres du capitalisme (et du socialisme) réformé ne cherchaient même pas à dissimuler les imperfections du système — dont la principale, l'inégalité des répartitions, surtout à l'échelle mondiale — mais ils ne doutaient pas que la croissance (économique) et la stabilité (politique) permettraient en fin de compte d'étendre les avantages dont bénéficiaient déjà les pays favorisés aux populations, il est vrai majoritaires, qui n'étaient pas encore engagées dans la voie du “développement” et de la “modernisation”.

Économie fin de siècle

La révolte estudiantine universelle de 1968 sonna comme un avertissement (du moins, elle aurait dû). Phénomène extérieur à l'économie et à la politique, « Mai 68 » ne mobilisa qu'une minorité particulière, largement en marge des acteurs “responsables” de la société de consommation. « *Sa signification culturelle fut bien plus grande que sa portée politique, qui était floue — à la différence des mouvements analogues dans le Tiers Monde et les pays dictatoriaux. [II] n'en eut pas moins valeur d'avertissement : ce fut un genre de memento mori pour une génération à moitié convaincue d'avoir résolu pour de bon les problèmes de la société occidentale* » (p. 377).

Les historiens, remarque Hobsbawm, ne diffèrent pas de la plupart des êtres humains : ils ne reconnaissent la nature de leur expérience qu'après coup. C'est ainsi que dans les pays capitalistes occidentaux, les « Trente Glorieuses » ne furent perçues comme telles qu'au début des années soixante-dix, c'est-à-dire à un moment où l'Âge d'Or du capitalisme réformé touchait à sa fin. La crise de société révélée par l'explosion estudiantine de 1968 était un signe que l'équilibre miraculeux de l'Âge d'Or ne pouvait pas durer. Cet équilibre reposait sur un certain nombre de paramètres non évidents à ajuster : économiquement, coordination entre la croissance de la productivité et celle des revenus de manière à maintenir la stabilité des profits ; socialement, consensus des “partenaires” pour assurer le bon fonctionnement de l'État-providence et en recueillir les bénéfices ; politiquement, domination d'une superpuissance (les États-Unis) qui jouait le rôle, parfois sans le vouloir, de garant et de stabilisateur des affaires du monde... Or « *à la fin des années soixante, tous ces paramètres trahissaient des signes d'usure et de craquement* » (p. 376) : déclin du leadership américain pour cause de borborygme vietnamien ; déclin de la puissance économique américaine pour cause de déficit excessif ; accroissement massif de la masse monétaire mondiale ; inflation, surchauffe ; ralentissement de la productivité, relance des revendications salariales... Avec l'effondrement en 1971 du système financier international de Bretton Woods, avec le renchérissement (en fait, le réajustement) des prix des matières premières en 1972-1973, avec les chocs pétroliers de 1973 et 1979..., le monde entraînait à nouveau dans un âge de crise. « *Dans les années quatre-vingts et au début des années quatre-vingt-dix, le monde capitaliste vacilla une fois de plus sous des fardeaux semblables à ceux de l'entre-deux-guerres, que l'Âge d'Or paraissait avoir écartés : chômage massif, graves récessions cycliques, opposition toujours plus spectaculaire entre les exclus et*

les nantis ; entre les recettes limitées de l'État et les dépenses publiques sans limite » (p. 30). Mais à la différence de 1929, la crise cette fois était universelle, c'est-à-dire qu'elle ne s'arrêtait plus aux frontières du "socialisme réel" : « Avec leurs économies languissantes et vulnérables, les pays socialistes se trouvèrent acculés à des ruptures parfois encore plus radicales avec leur passé et ce, nous le savons, jusqu'à l'effondrement. Celui-ci signe la fin du Court XX^e siècle, comme la Première Guerre mondiale en a marqué le commencement » (p. 30).

Les raisons proprement économiques de l'implosion du socialisme réel ayant été déjà analysées dans la première partie de ce compte-rendu, on n'y reviendra pas. Certes, « l'effondrement du socialisme soviétique et ses formidables conséquences, encore en partie incalculables mais essentiellement négatives, ont été l'épisode le plus dramatique de cette fin de siècle » (p. 29), mais si l'on admet avec Hobsbawm que l'impact à long terme du Court XX^e siècle sur l'histoire humaine résultera, non pas de la confrontation entre "capitalisme" et "socialisme" (assimilée à une guerre de religion), mais des transformations profondes et irréversibles induites par l'Âge d'Or des « décennies glorieuses », alors il est également important d'examiner les changements apportés par les décennies de crise.

Avec le retour d'un chômage endémique, sinon massif, les "survivants" de 1929 (dont Hobsbawm) appréhendaient un explosion sociale... qui n'a pas eu lieu. Le mérite en revient bien sûr aux mécanismes de protection mis en place par l'État-providence (allocations chômage, assurance-maladie, retraites...), mais paradoxalement, c'est au moment où ce système faisait la preuve de son efficacité qu'il a subi les attaques les plus décisives de ceux que l'auteur appelle les "théologiens séculiers du marché". Les héritiers de von Hayek n'avaient jamais cessé de dénoncer le "chemin de la servitude" qu'aurait emprunté, selon eux, le capitalisme réformé. Après de petites mises en train dans les pays dictatoriaux tels que le Chili de Pinochet, le marasme fin-de-siècle et la crise de l'État-providence allaient leur permettre de revenir sur le devant de la scène et ressusciter la pensée libérale du XIX^e siècle³⁴. « *Devant l'échec apparent des politiques économiques et sociales de l'Âge d'Or, une longue période de pouvoir centriste et modérément social-démocrate prit fin [en Occident]. Des gouvernements issus de la droite idéologique, attachés à une forme extrême d'égoïsme économique et de laisser faire, accédèrent au pouvoir dans divers pays autour des années quatre-vingts : parmi ceux-ci, les plus en vue furent Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Pour cette nouvelle droite, le capitalisme de la protection sociale chapeauté par l'État des années cinquante et soixante, privé depuis 1973 du support de la réussite économique, avait toujours ressemblé à une sous-variété de socialisme » (p. 331). Les ultra-néo-libéraux n'eurent pas plus de réussite que quiconque³⁵, mais la "pensée unique" néo-libérale n'en allait pas moins dominer la fin du siècle, pour atteindre des sommets d'autosatisfaction idéologique avec la chute du système soviétique. Autosatisfaction usurpée, comme on le verra précisément plus loin, et contre laquelle Hobsbawm s'élève avec force : « *Ceux d'entre nous qui ont vécu la Grande Crise trouvent presque incompréhensible que les orthodoxies du marché pur, si clairement discréditées, aient pu nouveau présider à une période de crise mondiale à la fin des années quatre-vingts et dans les années quatre-vingt-dix, qu'elles furent encore une fois incapables de comprendre et de traiter (...). La contre-utopie opposée à l'utopie soviétique a connu un échec tout aussi flagrant. Il s'agit de la foi théologique en une économie dans laquelle les ressources seraient entièrement allouées par un marché sans restriction aucune, dans des conditions de concurrence illimitée (...). Lorsqu'on voulut instituer de telles économies du laisser faire dans le but de remplacer à bref délai les anciennes économies socialistes par des "thérapies de**

³⁴ C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le nom du parti *Démocratie libérale* d'Alain Madelin en France — même si les « Chicago boys » au Chili ont démontré que les deux mots, « démocratie » et « libéralisme » ne doivent pas être forcément associés.

³⁵ À la fin de son « règne » en 1990, l'échec de M^{me} Thatcher était flagrant. La politique de privatisation tous azimuts avait démantelé le service public (énergie, poste, transports — il fallait plus de temps pour aller en train de Southampton à Londres qu'au XIX^e siècle, sans parler des accidents ferroviaires qui ont défrayé la chronique). Et malgré les privatisations, les Britanniques étaient plus lourdement imposés que sous le précédent gouvernement travailliste.

choc” prônées par les conseillers occidentaux, les résultats en furent économiquement épouvantables, mais aussi socialement et politiquement désastreux » (p. 146 & 724).

Entre deux extrêmes dont l'échec est avéré — le socialisme soviétique et l'ultra-libéralisme —, même un retour aux politiques intermédiaires de l'Âge d'Or paraît maintenant relever d'une nostalgie nouveau-siècle. Et ce, à cause d'un facteur inédit et déterminant : l'*internationalisation de l'économie*. Dans les années cinquante à soixante-dix, la “centrale” de la croissance résidait dans les pays d'Europe et de l'Amérique du Nord, qui s'échangeaient entre eux les trois quarts de leurs exportations manufacturières. C'est dans les années soixante-dix que les observateurs commencèrent à attirer l'attention sur une « nouvelle division internationale du travail » c'est-à-dire en fait la réalisation de la prédiction marxienne de l'extension planétaire de la révolution industrielle. « *Le monde développé se mit à exporter une plus grande partie de ses produits manufacturés vers le reste du monde, mais, ce qui est plus significatif, le Tiers Monde se mit à son tour à exporter à grande échelle des produits manufacturés vers les pays industriels développés. Comme les exportations traditionnelles de produits de base des pays du Tiers Monde [sauf le pétrole] perdaient du terrain, ceux-ci avaient en fait commencé à s'industrialiser, de manière d'abord inégale, puis rapidement*³⁶ (...). Loin d'approvisionner uniquement des marchés locaux en plein essor, les nouvelles industries du Tiers Monde travaillaient aussi pour le marché mondial : en exportant des articles [de la première génération des productions industrielles, comme les textiles] et en s'inscrivant dans le processus transnational de fabrication [ce qu'on appelle maintenant la “délocalisation”] » (p. 370). La “mondialisation” à ses débuts consistait donc pour les entreprises à transférer tout ou partie de leur production ou approvisionnements de l'ancien monde industriel vers le Tiers Monde. Mais pour finir, les transferts devaient concerner même les industries de pointe (informatique, industrie automobile, avionique, dont Taïwan ou la Corée du Sud se sont fait des spécialités). Ce mode de production authentiquement mondial n'a été rendu possible, et économiquement viable³⁷, que par la révolution des transports et des communications, qui ont littéralement aboli l'espace et le temps.

On examinera plus loin les conséquences de la mondialisation (sans prétendre les épuiser), mais on peut souligner dès à présent ses effets sociaux dévastateurs sur le monde du travail dans les pays développés, où le niveau de protection sociale — et donc son coût — rendent désormais ridicule l'idée même, dans certains secteurs, de concurrencer la main-d'œuvre bon marché du Tiers Monde, taillable et corvéable à merci. Certains vieux pays industriels comme la Grande-Bretagne ont réagi (héritage de l'ère Thatcher) par le “dumping social”, mais nul ne peut y voir une solution à long terme. L'aspect préoccupant de l'économie mondiale fin-de-siècle, souligne Hobsbawm, c'est que « *son triomphe et celui de l'idéologie du marché sans entrave ont affaibli, voire supprimé totalement la plupart des instruments qui permettaient de gérer les effets sociaux des bouleversements économiques. L'économie mondiale est un moteur de plus en plus puissant et incontrôlé. Pourrait-il être contrôlé, et par qui ?* » (p. 733).

Djihad vs. Mc World

La question posée par Hobsbawm n'aurait eu aucun sens pour un homme du XIX^e siècle, c'est-à-dire un siècle dominé par l'idée de « *l'État-nation, institution centrale de la vie politique depuis l'ère des Révolutions, tant en raison de son monopole de la puissance publique et de la loi, que parce qu'il était, dans maints domaines, le champ effectif de l'action politique* (...). [Jusqu'à la seconde moitié du xx^e siècle], les paramètres de la vie des citoyens dans les États modernes

³⁶ Exemple de la Corée du Sud : à la fin des années cinquante, ce pays employait encore 80 % de sa population active dans l'agriculture, dont il tirait près des trois quarts de son revenu national. En 1962, Séoul inaugura le premier de ses plans quinquennaux de développement. À la fin des années quatre-vingts, la Corée du Sud ne tirait plus que 10 % de son PIB de l'agriculture et était devenue la huitième puissance économique du monde non communiste.

³⁷ Que le lecteur parisien qui va faire ses courses de produits exotiques à Chinatown y réfléchisse un peu : combien coûte le fret aérien pour qu'il soit rentable de faire venir du Viet Nam du bétel et des noix à chiquer, des liserons d'eau, du chou et même des feuilles de chou ?

étaient presque exclusivement déterminés (sauf dans les conflits inter-étatiques) par l'activité ou la passivité de l'État. Même l'impact des forces mondiales, comme les booms ou les récessions économiques, leur parvenait filtré par la politique et les institutions de leur État » (p. 738).

La même question aurait paru incongrue aux habitants des démocraties occidentales au lendemain de la chute de "l'Empire du Mal", quand la victoire apparemment universelle de la démocratie libérale (deux notions, ironise Hobsbawm, que « *les moins subtils des observateurs avaient tendance à confondre* », p. 737) semblait promettre, dans un élan tout hégélien, « *la fin de l'Histoire*³⁸ ».

Or non seulement l'Histoire ne s'est pas arrêtée, mais à l'aube du XXI^e siècle, le bilan des "vainqueurs" de la guerre froide — la démocratie et le capitalisme — a des allures d'amère victoire. « *Les années quatre-vingts s'effaçant, il est devenu clair que la crise mondiale n'était pas uniquement générale au sens économique : elle ne l'était pas moins sur le plan politique. La chute des régimes communistes, entre l'Istrie et Vladivostok, n'a pas seulement produit une immense zone d'incertitude politique, d'instabilité, de chaos et de guerre civile : elle a aussi détruit le système international qui stabilisait les relations internationales depuis une quarantaine d'années. Elle a également révélé la précarité des systèmes politiques intérieurs qui reposaient, au fond, sur cette stabilité. Les tensions travaillant les économies en difficulté ont sapé les systèmes politiques de la démocratie libérale, parlementaire ou présidentielle, qui avaient si bien fonctionné dans les pays capitalistes développés depuis la Seconde Guerre mondiale (...). Il n'est pas jusqu'aux unités de base de la vie politique elle-même — les États-nations territoriaux, souverains et indépendants, y compris les plus anciens et les plus stables — qui ne se soient trouvés déchirés par les forces d'une économie supranationale ou transnationale, ainsi que les forces infranationales des régions sécessionnistes et des minorités ethniques* » (p. 30).

Les deux forces évoquées par Hobsbawm, la mondialisation et le fondamentalisme³⁹, ont des dynamiques antithétiques, mais elles agissent avec une égale intensité en sens contraire pour faire éclater l'État-nation et détruire ses institutions démocratiques.

C'est aussi la thèse que développe B. R. Barber dans un essai au titre volontairement provocant : *Djihad versus Mc World*, et au sous-titre on ne peut plus explicite : *Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*⁴⁰. Grosso modo, le mot *djihad* est l'équivalent islamique de *croisade*, mais de même que le terme *intégrisme*, il est à prendre ici au sens que nous avons proposé de donner plus haut au mot *fondamentalisme*, c'est-à-dire la réaction contre la modernité (l'« intégrisme » ayant une connotation plus spécifique de « religion politisée »). Quant à « Mc World », c'est non seulement la « World Company » de l'économie transnationale, mais aussi la culture marchande universelle qu'elle veut nous vendre. Ni Djihad ni Mc World ne sont nouveaux en eux-mêmes. Mais la thèse que ces deux forces antagonistes — l'une animée par les haines locales, l'autre par l'universalisme des marchés — coopèrent dialectiquement contre la démocratie, semble suffisamment paradoxale pour mériter quelques développements.

Djihad, on l'a dit, c'est le fondamentalisme, c'est-à-dire le rejet de la modernité en se fondant sur des valeurs traditionnelles ou religieuses, ou même carrément imaginaires (références à un passé ou à une communauté le plus souvent mythiques). Or, à l'aune de toutes ces valeurs, « *l'identité se définit par opposition à l'"autre", à l'étranger, et la politique se réduit à l'exclusion et au ressentiment. [Djihad] promeut la communauté, mais aux dépens de la tolérance et de la réciprocité et crée un monde dans lequel l'appartenance est plus importante que le pouvoir des citoyens et où les buts collectifs imposés par des dirigeants charismatiques remplacent les décisions résultant de la délibération démocratique. Djihad parle*

³⁸ Francis Fukuyama : *The End of history and the last man*, trad. française *La fin de l'histoire*, Flammarion (1992).

³⁹ On pense bien sûr à la désintégration de la Yougoslavie, mais aussi à la scission entre la Tchéquie et la Slovaquie, ainsi qu'aux tensions centrifuges qui menacent même de vieilles démocraties comme la Belgique

⁴⁰ Benjamin R. Barber : *Djihad versus Mc World – Mondialisation et intégrisme contre la Démocratie*, Desclée de Brouwer (1997)

d'autodétermination, mais sacrifie les libertés du peuple à l'indépendance collective » (Barber, p. 224). À ces quelques grands traits, on aura reconnu non seulement les ayatollahs, mollahs et autres rabbins, mais aussi les Le Pen, les Haider, les Soljenitsyne, les Milosevic, les Pat Buchanan..., qui ne peuvent pas ne pas s'opposer à l'universalisme de la démocratie... et au cosmopolitisme de Mc World. Il est des formes plus bénignes de Djihad, qui « *défendent la solidarité et la tradition tant contre les abstractions pluralistes et légalistes de l'État-nation que contre le nouvel impérialisme commercial de Mc World, [mais qui] comme telles, ne sont pas nécessairement hostiles aux conditions qui sous-tendent la démocratie, qui, après tout, est bien plus ancienne que l'État-nation [la démocratie athénienne, par exemple]* » (Barber, p. 236). On pense aux communautés puritaines de la Nouvelle-Angleterre, aux cantons suisses, aux hameaux du Larzac..., c'est-à-dire à des entités anti-étatiques et anti-modernes, mais que leur petite échelle et leur homogénéité relative peuvent éventuellement conduire à la démocratie participative locale. Malheureusement, la « *démocratie du village* » n'est pas la démocratie (comme les Vietnamiens, par exemple, devraient le savoir), car en dépit de son traditionnel aspect communautaire, « *l'esprit de village* » est le plus souvent hiérarchique, conformiste, fermé aux étrangers et intolérant à la diversité. « *Leur façon de se baser sur une identité "reçue" (sang, race, religion) a rendu [ces communautés traditionnelles] hostiles à l'idée que l'on puisse choisir librement son identité et ses relations sociales. Leur structure hiérarchique et leur dépendance par rapport à des leaders charismatiques les ont rendues inégalitaires et opposées à la mobilité sociale. Leur mode de relations personnalisé et non contractuel les a portées aux préjugés, aux chicanes et à la corruption* » (Barber, p. 237)⁴¹.

À très grands traits (et l'on n'a retenu que les traits négatifs), tel apparaît donc le fondamentalisme, qui recrute aussi bien les mollahs anti-modernistes que les « patriotes » anti-fédéralistes⁴² ou les paysans anti-mondialistes. Hobsbawm note avec pessimisme : « *Ce n'est pas la première fois que le mélange de nullité intellectuelle et d'émotion forte, voire désespérée, des masses a été politiquement puissant en temps de crise, d'insécurité et — sur de grandes parties du globe — de désintégration des États et des institutions. Comme les mouvements de ressentiment de l'entre-deux-guerres, qui avaient engendré le fascisme, les protestations religieuses et politiques du Tiers Monde et la soif d'une identité et d'un ordre social sûrs dans un monde en voie de désintégration (l'appel à la « communauté » va habituellement de pair avec l'appel au maintien de « l'ordre public ») sont un humus propice à la croissance de forces politiques [qui pourraient] renverser les anciens régimes pour en instaurer de nouveaux. Cependant, elles n'ont pas plus de chances d'apporter des solutions au prochain millénaire que le fascisme à l'Ère des Catastrophes* » (p. 728).

À l'autre extrémité du spectre, on pourrait dire que Mc World, c'est le stade ultime du capitalisme libéral, le développement de sa logique jusqu'aux frontières de l'absurde, de « *la propension à échanger bien contre bien, bien contre service, chose contre autre chose* » (Adam Smith) jusqu'à la prétention de bâtir « *un système industriel qui signifie, pratiquement et théoriquement, que le genre humain est dirigé dans toutes ses activités économiques — sinon également politiques, intellectuelles et spirituelles — par cette seule propension particulière* » (commentaire de Karl Polanyi, 1945). Mc World dans sa toute-puissance actuelle est né au cœur de l'Âge d'Or, quand le monde s'est transformé en une unité opérationnelle unique, quand l'échelle des opérations économiques a dépassé les unités d'opérations anciennes telles que les économies nationales. Hobsbawm décrit ainsi ce processus : « *Surtout à partir des années soixante, il commença à se former une économie de plus en plus transnationale, c'est-à-dire un système d'activités économiques pour lesquelles les territoires et les frontières des États n'étaient plus le cadre de base, mais des facteurs de complication. À la limite, il se forma une*

⁴¹ Il n'échappera pas au lecteur que ce mode de fonctionnement se retrouve, à plus grande échelle, dans bien des pays du Tiers Monde, qu'il condamne au sous-développement.

⁴² Les « Patriots » étaient des partisans armés qui luttèrent contre les Anglais pendant la Guerre d'Indépendance américaine. Ce terme désigne maintenant un mouvement informel qui préconise le renversement par les armes de l'État Fédéral. L'auteur de l'attentat d'Oklahoma City, Timothy Mc Veigh, qui vient d'être exécuté, se réclamait de cette mouvance.

“économie mondiale” qui n’a aucun ancrage ni borne territoriale spécifique, mais détermine ou plutôt assigne des limites à ce que peuvent faire même les économies des États les plus grands et les plus puissants. C’est au début des années soixante-dix que cette économie transnationale devint une force mondiale effective. Après 1973, elle continua de croître, et même plus rapidement encore au cours des décennies de crise » (p. 366). Quelques chiffres pour donner une idée de la puissance de cette économie transnationale : au début des années quatre-vingts, les multinationales américaines (resp. britanniques) assuraient plus de 75 % (resp. 80 %) des exportations de leur pays. Mais, « en un sens, ces chiffres sont hors de propos, puisque la principale fonction de ces sociétés était “d’internaliser les marchés par-delà les frontières nationales”, c’est-à-dire de les rendre indépendants de l’État et de son territoire. Une bonne partie de ce qui figure sous la rubrique importations ou exportations dans les statistiques [précitées], et qui sont encore fondamentalement compilées pays par pays, relève en fait du commerce interne des grandes transnationales » (p. 369).

Hobsbawm n’a pas tort quand il attribue une grande partie des problèmes des années de crise à l’émergence de l’économie transnationale : en effet, même si les liens des multinationales avec leur pays d’origine demeurent étroits, on ne peut plus affirmer que leurs intérêts coïncident avec les intérêts d’un gouvernement ou d’une nation quelconques. « La logique économique oblige une compagnie pétrolière internationale à calculer sa stratégie et sa politique envers son pays d’attache exactement de la même façon qu’envers l’Arabie Saoudite ou le Venezuela : en termes de pertes et de profits d’un côté, de pouvoir relatif de la société et des pouvoirs publics de l’autre » (p. 369). Pour l’homme de la rue et le monde du travail, la tendance des transactions et des entreprises à s’émanciper de l’État-nation traditionnel se manifeste avec éclat à l’occasion des crises monétaires (quand les Banques centrales se révèlent dramatiquement impuissantes à endiguer les mouvements de capitaux) ou des crises de l’emploi (quand les entreprises utilisent les “licenciements économiques” comme un simple outil de gestion, ou de spéculation boursière⁴³). Cette “horreur économique” bien visible ne fait que traduire l’affaiblissement des États-nations devant la mondialisation : « Les limites que fixe Mc World aux souverainetés nationales résultent de forces économiques qui ont la mondialisation pour objectif conscient (...). Tout élément de l’économie même situé hors marché et tout service public sont aujourd’hui vulnérables aux incursions de l’économie marchande transnationale. Les marchés ont autant horreur des frontières que la nature du vide. Dans leur champ envahissant, les intérêts sont privés, le commerce est libre, les monnaies sont convertibles, l’accès aux banques est ouvert, les contrats sont applicables (seule fonction économique jugée légitime de l’État) et les lois de la production et de la consommation sont souveraines, prévalant sur celles des législateurs et des tribunaux⁴⁴ » (Barber, p. 34).

Dans un manifeste de 1990 (annexe au livre de Kenichi Ohmae⁴⁵) qu’on pourra voir selon son humeur comme un sommet d’outrecuidance ou de tranquille assurance, trois “consultants”, c’est-à-dire trois représentants de Mc World, ont même publié une « Déclaration d’interdépendance en 2005 », où ils appellent tout simplement à l’auto-liquidation de l’État-nation. Leur programme : « — permettre aux individus d’accéder, au moindre coût, aux meilleurs biens et services venant de n’importe où dans le monde — coordonner les activités des sociétés avec celles des gouvernements pour minimiser les conflits venant d’intérêts étroits — éviter des changements abrupts dans les structures économiques et sociales fondamentales » (cité dans Barber, p. 147).

Mais là où Mc World justifie vraiment son surnom, c’est quand il met en œuvre le projet “universel” prophétisé par Polanyi en 1945 (*op. cit.*), c’est-à-dire une culture universelle de

⁴³ On peut citer quelques exemples : Renault en Belgique, Marks et Spencer, Danone et Bata en France..., sans parler d’une exploitation des ouvriers du Tiers Monde qui s’apparente parfois à de l’esclavage.

⁴⁴ Les récents démêlés de Yahoo! (à propos d’un site de vente d’objets nazis) avec la justice française fournissent une bonne illustration de cette volonté des transnationales de se placer au-dessus des lois locales

⁴⁵ K. Ohmae : *The Borderless World : Power and Strategy in the Interlinked Economy*, 1990 ; trad. Française : *De l’État-nation aux États-régions*, Dunod, 1996.

consommation : « Les marchés communs exigent une monnaie et une langue communes. Ils suscitent des comportements identiques, que l'on retrouve dans toutes les grandes villes cosmopolites (...). La consommation elle-même génère des comportements identiques d'un bout à l'autre de la planète (...). Mc World est un produit de la culture populaire mû par l'expansionnisme commercial. Sa référence est américaine, sa forme est un style. Ses biens sont autant des images que des biens matériels, une esthétique autant que des gammes de produits. C'est la culture transformée en marchandise, la tenue vestimentaire en idéologie (...). Musique, cinéma, théâtre, livres et parcs à thème — nouvelles églises d'une civilisation marchande où les centres commerciaux sont les places publiques — tout est conçu pour diffuser une image qui crée une sensibilité commune au niveau mondial, structurée par les stars, les chansons et les marques avec leurs logos, leurs jingles et leurs slogans publicitaires. L'heure n'est plus à la contrainte mais à la séduction » (Barber, pp. 38-39). Le projet culturel de Mc World n'est même pas crypté, puisque Coca-Cola par exemple l'affiche, en détournant une chanson autrefois contestataire : « *We are the world* »⁴⁶. Et ce "world", chacun de nous peut constater autour de lui, à chaque coin de rue, ses avancées quotidiennes. Le livre de Barber regorge d'exemples. On n'en retiendra qu'un, le plus sinistre, celui des "snipers" serbes qui portent des tennis Adidas et écoutent Madonna sur leur baladeur Sony tout en ajustant leurs tirs sur les civils de Sarajevo (p. 23).

L'un des slogans favoris de Mc World (il s'agit de slogans publicitaires) est la "liberté" : "produits libres", "libre choix", libre choix de produits libres... mais on n'aura aucun mal à montrer que cette liberté-là est anti-démocratique : « *Tout comme naguère le totalitarisme politique a tenté de rationaliser sa domination en invoquant une supposée liberté — la "dictature du prolétariat" devait permettre l'avènement d'une ère de pure liberté — aujourd'hui les marchés rationalisent leur domination sur tous les autres secteurs de l'existence en arguant des multiples libertés que le consommateur est supposé avoir dans ses choix (...). [Or] les marchés de Mc World éliminent les jugements de valeur et l'idée de volonté collective (...). L'élargissement apparent des possibilités de choix individuel du consommateur rétrécit en fait le champ des choix sociaux. Ainsi la liberté des Américains de choisir entre des dizaines de marques de voitures [n'a-t-elle pas enterré] les liberté de choisir entre transports collectifs et individuels, [et le "tout bagnole" n'est-il pas] devenu une caractéristique de la vie urbaine sans avoir jamais fait l'objet d'un choix de la moindre instance démocratique ?* » (p. 222). Arrêtons là la démonstration. Ajoutons simplement que la vie démocratique nécessite du temps et des débats, alors que la "culture pub" de Mc World privilégie l'instantané et l'immédiat. « *L'infantilisme est un état d'esprit cher à Mc World, car il se définit par : "Je veux, je veux !" et : "Donne-moi, donne moi !", refrains favoris des comptines pour consommateurs* » (p. 84).

Prise entre Djihad et Mc World, la démocratie du XXI^e siècle n'en mène pas large. Déjà, par essence, « *la démocratie représentative a rarement été une manière convaincante de diriger des États* » (Hobsbawm, p. 190) : outre la légitimité (qui doit être périodiquement renouvelée, donc n'est pas garantie à perpétuité) et le consentement général (qui, d'habitude, s'évanouit aux premières difficultés), la séparation des pouvoirs (c'est-à-dire leur contrôle mutuel les uns par les autres) fait que les systèmes de gouvernement démocratique sont conçus comme des freins alors qu'en période d'urgence, ils sont obligés de jouer le rôle de moteur. Or les années de crise ont miné le consensus politique au point que « *la politique est devenue de plus en plus un exercice de dérobade, les hommes politiques craignant de dire aux électeurs ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre* » (p.743). Quant à l'électorat lui-même, c'est-à-dire le corps social, force est de constater qu'est en train de se réaliser une autre prédiction de Marx, qui considérait le capitalisme lui-même comme la forme de révolution continue et permanente la plus puissante, susceptible à la longue de désintégrer la société capitaliste : « *Une société où prédominent les valeurs d'un individualisme asocial absolu (...), constituée d'un assemblage d'individus par ailleurs déconnectés, égocentriques, à la recherche de leur propre satisfaction (qu'on l'appelle*

⁴⁶ Ce que les anti-mondialistes ont détourné à leur tour, en lançant le slogan : « *Le monde n'est pas une marchandise* ».

profit, plaisir ou de quelque autre nom) » (p. 37), voilà ce que la culture de consommation est en train de fabriquer. Le philosophe Gilles Châtelet cauchemarde sur « *l'homo economicus, le citoyen-Robinson, égoïste et rationnel, atome de prestations et de consommations, acharné à optimiser un "best of" de biens et de services, et l'homo communicans, le citoyen-thermostat, habitant-bulle d'un espace cybersympa, sans conflit ni confrontation sociale archaïque, se flattant de positiver et de n'exister que comme ténia cybernétique perfusé d'inputs et vomissant des outputs* »⁴⁷. Sans être aussi apocalyptique, le constat de Hobsbawm n'en est pas moins d'un pessimisme surprenant : « *Pour le poète T. S. Eliot, "c'est ainsi que finit le monde — non pas avec un bang, mais avec un geignement". Le Court XX^e siècle s'est terminé avec les deux* » (p. 32).

NGUYEN QUANG

Paru dans *Dien Dan Forum* n° 105 à 109 (Mars à Juillet 2001)

⁴⁷ G. Châtelet : *L'homme pour qui la résignation était ringarde – Relire Marcuse pour ne pas vivre comme des porcs*, 1998.